

LES 220 PROPOSITIONS DES ÉCOLOGISTES POUR LES ANIMAUX EN 2022

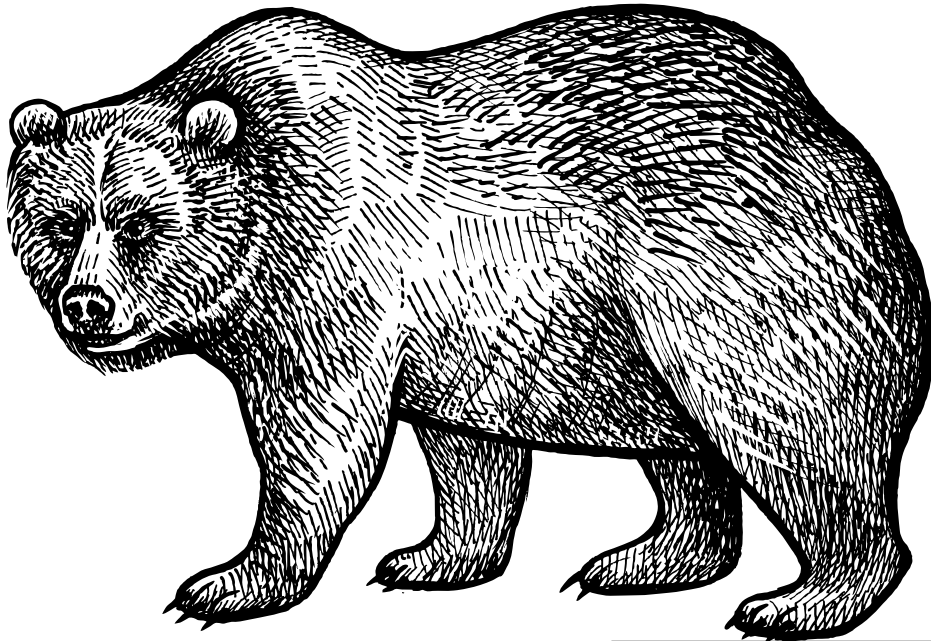


ANIMAL.EELV.FR



SOMMAIRE

Propositions phares pour 2022	5
Quelques exemples de réalisations écologistes pour les animaux	6
NOS PROPOSITIONS POUR UNE NOUVELLE GOUVERNANCE, UN DROIT PLUS PROTECTEUR ET UNE ACTION À L'INTERNATIONAL POUR LES ANIMAUX	8
Une nouvelle gouvernance dédiée aux questions animales	9
Un droit animalier plus protecteur	10
Défendre la protection animale à l'international	12
ÉDIFIER ET SENSIBILISER À L'ÉTHIQUE ANIMALE POUR RÉDUIRE TOUTES LES VIOLENCES	14



Multiplier les formations et sensibilisations à l'éthique animale	15	Réformer le secteur équestre pour un meilleur bien-être des chevaux	39
Prendre en compte le lien entre les violences, pour défendre les animaux et les humaines et humains	16	ANIMAUX DE COMPAGNIE ET DE TRAVAIL	40
ACCOMPAGNER LA TRANSITION VERS UNE RECHERCHE SANS UTILISATION D'ANIMAUX	18	Lutter contre les abandons et la maltraitance	40
AMÉLIORER LES CONDITIONS D'ÉLEVAGE, DE TRANSPORT ET D'ABATTAGE ET INITIER LA TRANSITION ALIMENTAIRE	22	Mieux cohabiter avec nos animaux de compagnie	41
Améliorer les conditions d'élevage	23	Encadrer la vente d'animaux	43
Transport des animaux d'élevage vivants	25	COHABITER AVEC LES ANIMAUX SAUVAGES	44
Améliorer les conditions d'abattage des animaux	26	Vers un autre rapport aux animaux sauvages	45
Promouvoir une transition alimentaire vers un régime moins carné	27	Protéger les animaux en luttant contre les principales causes de l'effondrement de la biodiversité	46
Pour une mode et un habillement sans souffrance animale	29	Mieux connaître les animaux pour mieux cohabiter	49
POUR UNE PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS DES ANIMAUX AQUATIQUES : PISCICULTURE, PÊCHE COMMERCIALE ET PÊCHE DE LOISIR	30	Réduire le risque requin en changeant de paradigme	50
Pour une approche plus éthique et durable de la pêche commerciale	31	VIVRE AVEC LES ANIMAUX LIMINAUX	52
Réduire les souffrances liées à la pêche de loisir	32	RÉFORMER LA CHASSE	56
Encadrer strictement l'aquaculture pour une gestion plus durable et éthique	34	Mieux encadrer la chasse et permettre un meilleur accès à la nature à toutes et tous	56
ANIMAUX UTILISÉS POUR LE DIVERTISSEMENT	36	Pour plus de sûreté, renforcer la réglementation sur les armes de chasse et les conditions de la pratique	57
Interdire la corrida et les combats de coqs	36	Mettre fin aux pires pratiques liées à la chasse	58
Des cirques sans animaux sauvages	36	Repenser le concept de régulation des espèces pour une meilleure protection des animaux	59
Mettre fin aux delphinariums	37	Garantir une meilleur transparence de la pratique	62
Mieux protéger les animaux dans les zoos	38		

NOTRE VISION ÉCOLOGISTE DE LA CONDITION ANIMALE

Notre rapport à l'animal reste fondé sur la domination instrumentale guidée par le productivisme et l'anthropocentrisme. L'action fondamentale des associations lanceuses d'alerte trouve maintenant un fort écho auprès du grand public et les enquêtes d'opinion montrent année après année que la majeure partie des Françaises et Français appelle à mettre fin à la maltraitance animale.

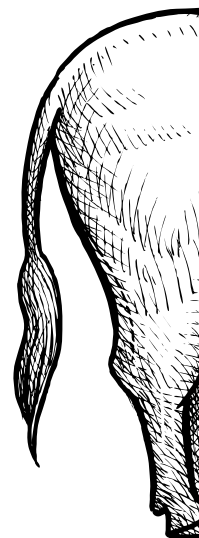
Pourtant, peu de choses changent : des pratiques comme la chasse à courre ou la corrida perdurent et les scandales dans des élevages et abattoirs font l'actualité tous les mois. Nous avons les moyens d'agir, mais le poids des lobbies et des habitudes l'emporte. Les animaux, bien que reconnus « êtres doués de sensibilité » dans le Code civil, restent soumis à la législation sur les biens et sont donc traités comme des objets ; les rares outils législatifs supposés améliorer leur « bien-être » sont insuffisamment mobilisés par la puissance publique.

La population est très en avance sur les personnalités politiques qui n'accordent souvent aucune importance aux animaux. La plupart des partis conservent un rapport d'un autre temps aux animaux et sont rarement moteurs pour faire avancer la condition animale. A l'inverse, les écologistes ont souvent porté des améliorations pour les animaux, comme en témoignent la mise en place d'un

jour sans chasse par Dominique Voynet en 2000 (supprimé dès 2003 par la droite), l'action parlementaire riche sur le mandat 2012-2017 (propositions de loi sur l'abolition de la vénerie, l'interdiction de la corrida aux mineurs), l'instauration des repas végétariens dans les cantines, ou encore différents combats menés au niveau européen (régulation du transport des animaux vivants, fin de la pêche électrique, etc.). Les écologistes agissent à tous les échelons politiques grâce à leurs nombreuses et nombreux élu-es délégué-es ou défendant la condition animale dans leur commune, métropole, département ou région.

Les écologistes au gouvernement proposeront un nouveau rapport aux animaux fondé sur le respect et la reconnaissance de leur qualité d'êtres sensibles. Les pratiques cruelles seront bannies et la condition animale sera une composante intégrante de l'ensemble des politiques publiques.

Yannick Jadot, candidat écologiste à la présidentielle 2022, créera un ministère de la Condition animale : agir pour les animaux nécessite de les mettre au cœur de notre République !

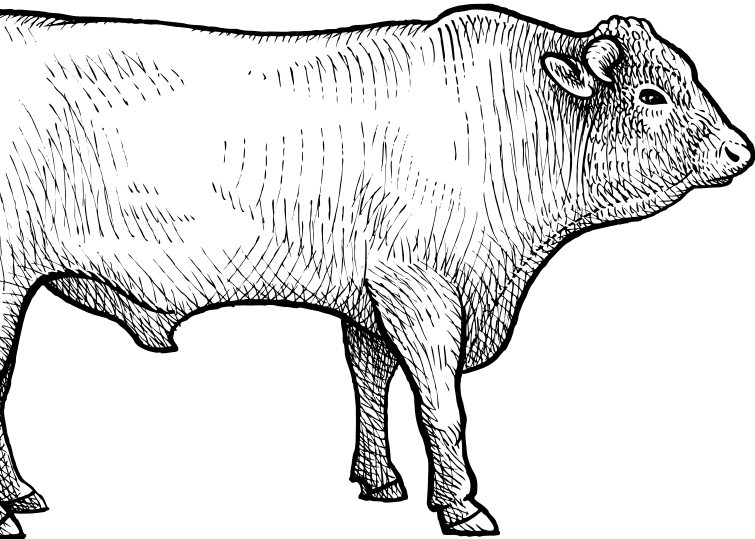


NOS PROPOSITIONS PHARES POUR 2022

Nous reconnâtrons aux animaux des droits fondamentaux et mettrons fin aux pires pratiques dont ils sont victimes

Malgré des avancées, nos relations avec les animaux demeurent avant tout fondées sur la domination. Nos institutions et notre droit n'intègrent pas pleinement le respect des besoins et de la sensibilité de tous les animaux, et n'assurent pas efficacement leur protection.

Les animaux demeurent exploités et victimes de pratiques cruelles pour assurer nos besoins et nos loisirs. Nous proposons une vision renouvelée de nos relations avec les animaux, de la propriété vers l'égalité et une meilleure cohabitation.



- Octroi d'une personnalité juridique à l'animal et reconnaissance de leurs droits fondamentaux
- Élargissement des conditions d'action en justice pour toute association ou personne en cas de violation des droits fondamentaux des animaux
- Création d'un ministère de la Condition animale et intégration de la protection des animaux dans la commande et dans l'octroi d'aide publique
- Interdiction des méthodes de chasse barbares (comme la chasse à courre, le piégeage, le déterrage)
- Interdiction de la chasse les week-end, vacances scolaires et jours fériés
- Fin de l'élevage intensif et de la pêche industrielle, tout en réduisant d'au moins 50% la consommation de produits animaux d'ici 2050
- Limitation au maximum du transport d'animaux vivants à des fins économiques dans l'UE et interdiction des exportations d'animaux vivants vers les pays tiers d'ici 2025
- Fin de l'élevage pour la fourrure en 2023 ainsi que son importation
- Meilleur encadrement de l'expérimentation animale et accompagnement de la transition vers une recherche sans utilisation d'animaux
- Interdiction de la corrida et des combats de coqs, investissement dans la lutte contre le trafic d'animaux sauvages et interdiction de la vente d'animaux en ligne hors sites spécialisés

QUELQUES EXEMPLES DE RÉALISATIONS ÉCOLOGISTES POUR LES ANIMAUX

Les écologistes en responsabilité agissent quotidiennement pour les animaux, en voici quelques exemples. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site Politique & Animaux de L214 et suivre l'actualité de la commission condition animale d'EELV sur les réseaux sociaux et le site internet.

Au niveau national :

- Mise en place d'un jour sans chasse par Dominique Voynet en 2000 (supprimé dès 2003 par la droite).
- Action parlementaire riche sur le mandat 2012-2017 : propositions de loi sur l'abolition de la vénerie, l'interdiction de la corrida ...
- Proposition de loi pour un élevage plus éthique et pour un moratoire sur l'élevage intensif portée dans la niche parlementaire du groupe écologiste au Sénat en 2021.

Au niveau de l'Union européenne :

- Transports des animaux vivants : création d'une commission d'enquête sur le transport des animaux, présidée par une écologiste et

à laquelle Caroline Roose a particulièrement contribué.

- Pêche : la pêche électrique a été interdite sous la pression d'ONG comme Bloom dont les exigences ont été notamment portées par les écologistes emmenés par Yannick Jadot.
- Tests sur les animaux : vote d'une résolution pour demander au niveau mondial l'arrêt des tests pour les cosmétiques sur les animaux.



Dans les régions :

- Le conseil régional de Nouvelle-Aquitaine s'est engagé à supprimer toute subvention aux structures recourant au broyage des poussins, à la castration à vif des porcelets ou à l'élevage des poules en cage.
- Le conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté a voté un vœu entérinant l'importance de prendre en compte la condition animale dans ses politiques publiques. Les écologistes se saisissent d'un plan d'action pour les abattoirs pour en faire un outil d'amélioration drastique des conditions d'accueil et d'abattage des animaux (tryptique : modernisation en mettant les animaux au centre des préoccupations et non le seul critère de rentabilité économique, réouverture de petits abattoirs de proximité, abattage à la ferme).
- Le conseil régional de Centre-Val-de-Loire a voté en 2020 un vœu demandant la fin des cirques avec animaux sauvages et un vœu pour demander l'interdiction du déterrage des blaireaux.
- Opposition aux nombreuses subventions aux chasseurs et à la corrida dans les régions.

Dans les départements :

- Opposition aux subventions pour la chasse.
- Opposition aux projets d'extension d'élevage industriel.

Dans les communes :

- Consommation de foie gras : les villes de Strasbourg, Besançon, Grenoble et Lyon ont décidé de ne plus proposer de foie gras lors d'événements officiels.

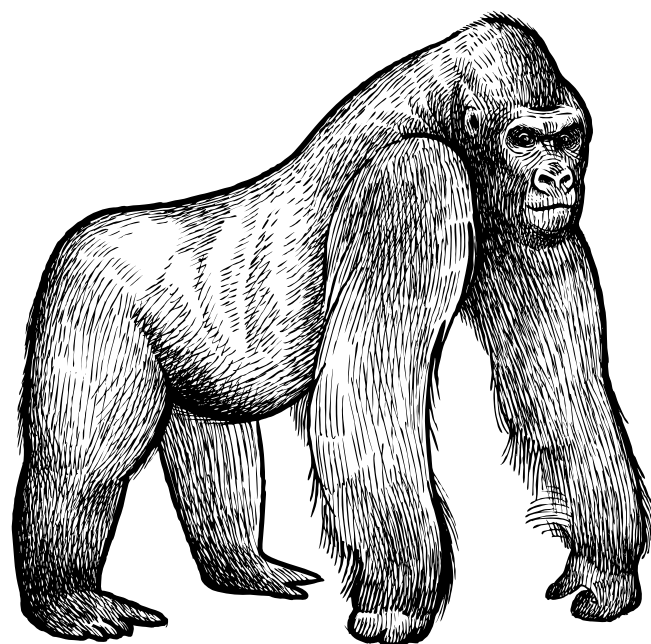
- Nombreuses élues et nombreux élus à la Condition animale dans les mairies, métropoles et arrondissements.
- Création de la Mission d'Information et d'Évaluation sur les rats et animaux liminaux dans l'habitat à Strasbourg.
- Campagnes de stérilisation des chats errants à Bordeaux, Grenoble, Strasbourg, Marseille, Douai...
- Mise en place de repas végétariens dans les menus des cantines scolaires de très nombreuses communes. Jacques Boutault, alors maire écologiste du 2e arrondissement de Paris a été pionnier sur les repas végétariens il y a plus de dix ans.
- Opposition aux cirques avec animaux sauvages dans de très nombreuses villes.
- Mais aussi : labellisation de cimetières en refuge LPO (Lyon), fin de l'euthanasie des pigeons (Lyon), inauguration d'aire de liberté canine (Tours), expérimentation de l'accueil de chiens dans les locaux de l'Hôtel de ville (Grenoble), départ progressif des animaux de zoos et ménageries (Nancy, Besançon, Strasbourg...), concertation citoyenne sur l'animal en ville (Rennes), fin de l'utilisation de produits d'entretien testés sur les animaux (Douai)...

01.

NOS PROPOSITIONS POUR UNE NOUVELLE GOUVERNANCE, UN DROIT PLUS PROTECTEUR ET UNE ACTION À L'INTERNATIONAL POUR LES ANIMAUX

S'il est largement admis depuis plusieurs décennies que nos sociétés humaines ont un impact significatif sur les écosystèmes terrestres, un tel consensus tarde à venir s'agissant des impacts sur le vivant. Or chaque décision politique devrait être évaluée à l'aune de son impact sur les animaux et sur la nature :

- *Cette mesure va-t-elle détruire l'habitat d'un animal ou ses ressources alimentaires ? va-t-elle impacter négativement ses conditions de vie ?*
- *Quelles en seront les conséquences sur la cohabitation entre les animaux et sur l'équilibre des écosystèmes ?*
- *N'existe-t-il pas des alternatives permettant de réduire l'impact sur les animaux, voire augmenter leur bien-être ?*



Une nouvelle gouvernance dédiée aux questions animales

01 CRÉER UN MINISTÈRE DÉLÉGUÉ À LA CONDITION ANIMALE

Aujourd'hui, le ministère de l'agriculture prend en charge la majorité des sujets liés au bien-être animal, ce qui provoque des conflits d'intérêts. Il faut soustraire ce sujet à l'influence des lobbies. Le ministère défendra les animaux pour leurs intérêts propres. Son rôle sera de mettre en place une politique en faveur de la condition animale dans tous les secteurs où les animaux sont présents (économiques, culturels, judiciaires, éducatifs, etc.). Pour cela, il travaillera étroitement avec les associations de protection animale et les juristes de la cause animale.

Ses missions seront notamment :

- permettre l'émergence et le développement d'alternatives à l'exploitation animale, favorisant la création d'emplois et de nouvelles entreprises ;
- éduquer et sensibiliser à l'éthique animale pour réduire toutes les violences ;
- accompagner la transition vers une recherche sans utilisation d'animaux ;
- renforcer les normes pour protéger les animaux, notamment pour les animaux de compagnie, dans les élevages ou pour le divertissement ;
- organiser et veiller au renforcement des contrôles pour lutter contre la maltraitance ;
- favoriser une meilleure cohabitation avec la faune sauvage.

02 INSTAURER LE RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE, OUVERT NOTAMMENT POUR LES QUESTIONS ANIMALES

03 AJOUTER UNE CLAUSE BIEN-ÊTRE ANIMAL DANS LA COMMANDE PUBLIQUE

Tout comme le respect de l'environnement, le respect des animaux devrait être une condition à tout financement public, aux marchés publics, concessions et autorisations administratives.

L'État a un rôle majeur à jouer dans l'abandon d'un modèle qui exploite les animaux

Cette clause peut prendre la forme de l'adaptation du bâti aux conditions de vie des animaux (oiseaux, mammifères et insectes), l'option quotidienne de repas végétariens dans la restauration collective (notamment scolaire), une commande publique « 100% produits non testés sur les animaux », etc.

04 VÉGÉTALISER LARGEMENT LES REPAS OFFICIELS DE L'ÉTAT ET DE SES AGENCES

et au minimum privilégier des produits d'origine animale (viande, poisson, produits laitiers, œufs) issus d'élevages non intensifs, plus respectueux du bien-être animal.

Les élu-es et les pouvoirs publics doivent être la vitrine d'une transition alimentaire durable et moins génératrice de souffrance. La réduction des productions carnées, les repas bio et les circuits de production végétale locale ne doivent pas être appliqués seulement dans les cantines scolaires.

Lors des repas officiels des élu-es aux niveaux national et local, le repas par défaut devra être dès que possible au moins végétarien, comme le fait déjà Amsterdam.

05 RENFORCER L'OFFRE DE FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE LIÉES AU BIEN-ÊTRE ANIMAL, À LA MÉDIATION ET À LA PROTECTION ANIMALE

Le projet écologiste souhaite prendre davantage soin des animaux et améliorer les relations Humain-animal. Ces évolutions nécessitent la création de nouveaux métiers et nouvelles formations afin de mieux comprendre les animaux, leurs besoins (comportementalistes, éthologues, etc.) mais aussi construire de nouveaux rapports de cohabitation fondés sur le respect (inspecteur en protection animale, soigneur, médiateur, juriste, etc.).

06 CRÉER UN MONUMENT NATIONAL EN HOMMAGE AUX ANIMAUX DE GUERRE

Plus de 11 millions d'animaux ont été réquisitionnés pendant la seule Première Guerre mondiale. Si les guerres du 20^e siècle ont été effroyables pour les hommes et les femmes, elles l'ont aussi été pour les animaux. Bien loin de prétendre abaisser les souffrances des humain-es, ce monument commémoratif entend reconnaître le lourd tribut que les animaux ont payé et rendre hommage aux liens d'affection et de solidarité entre animaux et humain-es qui se sont créés pendant ces guerres.

Un droit animalier plus protecteur

07 CRÉER UN DÉFENSEUR OU UNE DÉFENSEUSE DES DROITS DES ANIMAUX SUR LE MODÈLE DU DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS

Sa mission sera de faire connaître et rendre effectifs les droits des animaux et d'établir et de publier le bilan annuel des infractions au bien-être animal (alertes, plaintes et sanctions effectives).

08 INSCRIRE LA PROTECTION DES ANIMAUX DANS LA CONSTITUTION POUR EN FAIRE UNE VALEUR FONDAMENTALE DE NOTRE ÉTAT DE DROIT

77% des Français y sont favorables (IFOP et L214, 2018).

09 CRÉER UNE PERSONNALITÉ JURIDIQUE TECHNIQUE POUR LES ANIMAUX

La reconnaissance de la personnalité juridique des animaux dans la catégorie des personnes permettrait de les sortir du régime des biens. Il est important d'homogénéiser les statuts juridiques des animaux : qu'ils soient domestiques, sauvages, destinés à l'élevage ou à la recherche, ou liminaux, les animaux d'une même espèce ont la même sensibilité, les mêmes sensations de plaisir et de souffrance, et les mêmes besoins.

10 RECONNAÎTRE LA QUALITÉ D'ÊTRES SENSIBLES AUX ANIMAUX SAUVAGES

Aujourd'hui, seuls les animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité bénéficient de la protection pénale. Leur protection dépend donc de leur asservissement, ce qui est un non-sens éthique et scientifique.

Il faut donc élargir le caractère sensible des animaux domestiques et assimilés aux animaux sauvages et étendre aux animaux sauvages la protection pénale contre les mauvais traitements et les actes de cruauté (articles R 654-1 et 521-1 du Code pénal), jusqu'à présent réservée aux seuls animaux domestiques et assimilés.

C'était le sens de l'amendement déposé le 24 juin 2014 devant la Commission du développement durable de l'Assemblée nationale par Laurence Abeille (notamment)

visant à punir les sévices graves et les actes de cruauté exercés contre les animaux sauvages en les faisant entrer dans le champ d'application de l'article 521-1 du Code pénal.

11 FACILITER L'ACCÈS À LA JUSTICE PÉNALE POUR LES ASSOCIATIONS AFIN DE GARANTIR LA PROTECTION DES ANIMAUX

La lutte contre la maltraitance des animaux passe par le renforcement des sanctions, mais également par un accès facilité à la justice pénale.

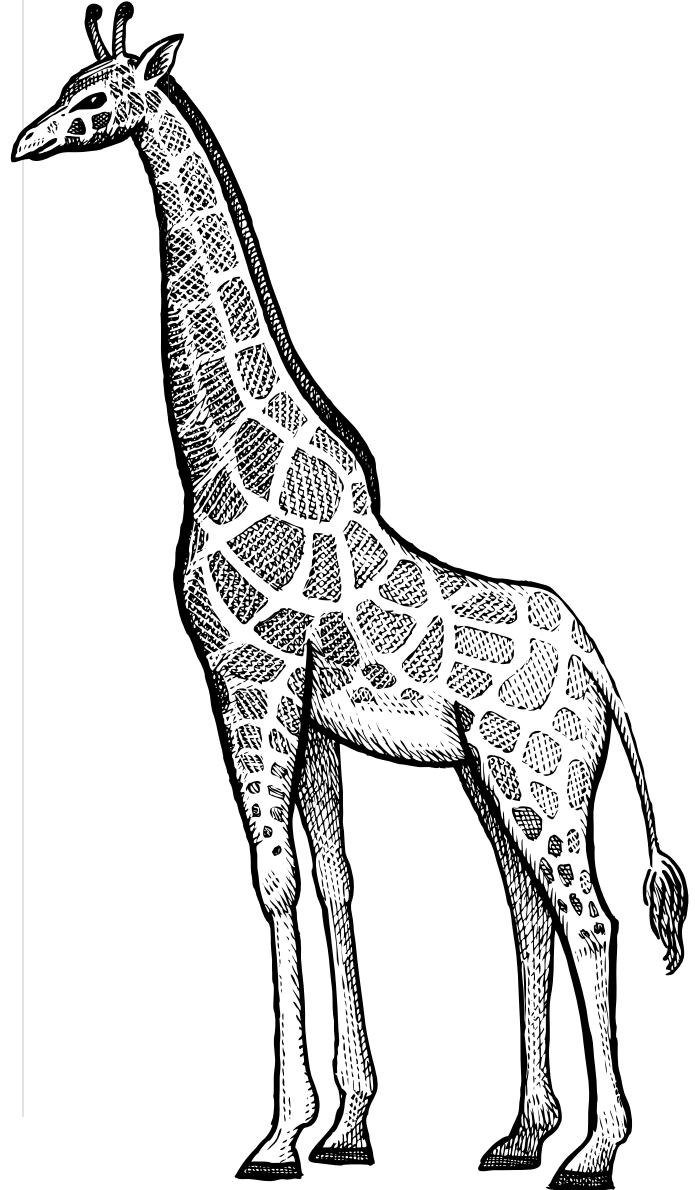
Outre l'action de droit commun du Ministère public, le législateur a prévu la possibilité pour les associations d'intervenir en tant que partie civile à l'origine ou au cours de la procédure pénale.

Toutefois, la recevabilité à agir des associations telle que prévue par l'article 2-13 du Code de procédure pénale est trop limitée. Ainsi seules les associations déclarées depuis au moins cinq ans et qui ont pour objet statutaire la défense et la protection des animaux peuvent agir. Il convient de réformer 3 critères pour étendre la recevabilité à agir des associations : date de déclaration, objet statutaire et infractions visées afin d'accroître les poursuites déjà difficiles à mettre en œuvre.

12 CRÉER UNE BRIGADE ADMINISTRATIVE INDÉPENDANTE DÉDIÉE À LA PROTECTION ANIMALE

Elle aurait notamment pour rôle de contrôler les abattoirs et les élevages, d'enquêter sur les conditions de vie des animaux détenus, et d'intervenir en cas de maltraitance avérée pour sanctionner les infractions. Elle sera ainsi en capacité de décréter la fermeture des élevages et abattoirs en infraction, dans l'attente d'une décision judiciaire.

Elle pourrait également contrôler les transports d'animaux de manière inopinée, établir des procès-verbaux, recouvrer des amendes et transmettre l'information au parquet.



13 FORMER ET ORGANISER LES FORCES DE L'ORDRE POUR AGIR CONTRE LA MALTRAITANCE ANIMALE

La formation des forces de l'ordre (police municipale, police nationale, gendarmerie) et pompier-es est nécessaire pour agir contre la maltraitance animale, comme lors des contrôles du transport d'animaux vivants sur les routes, les ports, les marchés et foires. Des unités de police attachées à la protection animale seront créées dans chaque département.

Ces démarches sont d'autant plus importantes que les liens sont maintenant prouvés entre maltraitance animale et maltraitance humaine, notamment dans le cas de violences intra familiales.

14 METTRE EN ŒUVRE LES RESSOURCES ET MOYENS NÉCESSAIRES POUR L'APPLICATION DES RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT LES ANIMAUX

Malgré les réglementations existantes, on ne peut que constater leur manque d'application effective, que ce soit par manque de personnel, par défaut des textes, par manque de financement, etc.

Parmi les moyens à déployer il est nécessaire d'embaucher du personnel qualifié dans les administrations publiques, telles que la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) et l'Office Français de la Biodiversité (OFB). Ces administrations doivent pouvoir exécuter les réglementations et procéder à des contrôles en nombre suffisant. Il faudra également donner des moyens à la justice pour désengorger les tribunaux et placer du personnel qualifié en matière de protection animale.

Enfin, il est nécessaire de faciliter la prise en compte rapide des signalements de maltraitance et la prise en charge des animaux et humain-es victimes.

15 ENCOURAGER LA MISE EN PLACE D'UNE UNITÉ D'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE DANS LE TRONC COMMUN ET D'UN DIPLÔME D'UNIVERSITÉ (DU) DE DROIT ANIMALIER DANS LES CURSUS D'ÉTUDES DE DROIT

Défendre la protection animale à l'international

16 PORTER UNE ACTION DIPLOMATIQUE FORTE EN FAVEUR DES ANIMAUX, À L'ONU, LORS DES COP, DANS LES TRAITÉS, ETC.

Il s'agira notamment d'inciter l'ONU à adopter une Déclaration universelle des droits des animaux.

17 RENFORCER L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE POUR DES PROJETS PARTICIPANT À LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DE LEURS HABITATS

18 INCITER LA COMMISSION EUROPÉENNE À NOMMER UN-E COMMISSAIRE CHARGÉ-E DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET CRÉER UNE DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PROTECTION ANIMALE

Ce « ministère européen dédié aux animaux » concevra une stratégie à la fois transversale et cohérente et veillera à l'intégration dans les textes législatifs européens de la question de la protection des animaux domestiques et sauvages.

19 INCITER LA COMMISSION EUROPÉENNE ET LES AUTRES INSTANCES DE L'UNION À METTRE EN PLACE DES RÈGLEMENTS ET DIRECTIVES PROTÉGEANT LES ANIMAUX À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

et demander à revoir les traités pour que la protection des animaux devienne une compétence partagée.

20 SUPPRIMER LA CLAUSE SUSPENSIVE INVOQUANT LE RESPECT DES « TRADITIONS CULTURELLES ET DES PATRIMOINES RÉGIONAUX PARTICULIERS »

Actuellement, l'Union européenne accorde la possibilité aux Etats membres, s'ils invoquent cette clause, de ne pas tenir compte des textes européens qui protègent les animaux. Notre objectif est de mettre fin, sur l'intégralité du territoire européen, aux pratiques cruelles d'un autre âge, telles que la corrida, les chasses à la glu, à la matole, à courre, ou encore au gavage forcé des oies et des canards...

21 DÉFENDRE UNE POSITION CLAIRE AU SEIN DU CONSEIL EUROPÉEN POUR CONTRAINDRE LA COMMISSION EUROPÉENNE À TRADUIRE DANS LA LÉGISLATION COMMUNAUTAIRE LES INITIATIVES CITOYENNES EUROPÉENNES,

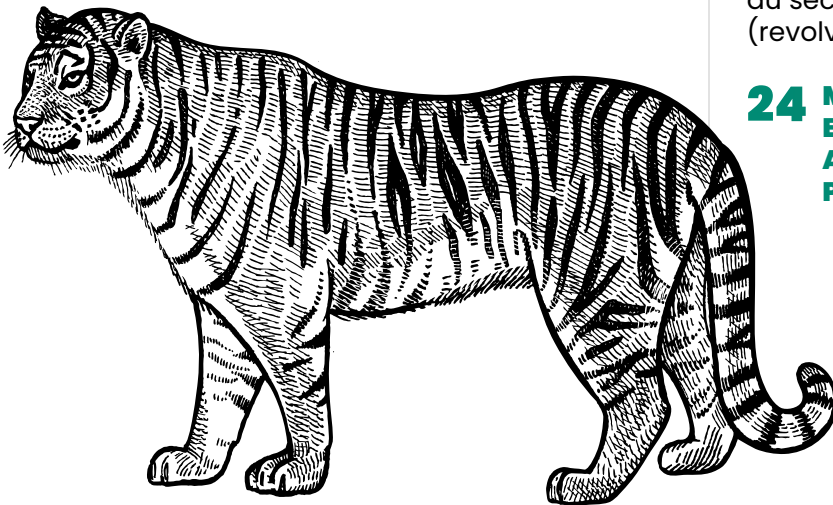
dont celles qui ont déjà émergé en matière de condition animale.

22 DONNER QUALITÉ AUX ASSOCIATIONS DE DÉFENSE ANIMALE DÉCLARÉES DANS L'UN DES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE DE SOLLICITER RÉPARATION DES PRÉJUDICES COMMIS PAR L'UNION EUROPÉENNE OU UN PAYS MEMBRE À L'ENCONTRE DES ANIMAUX DEVANT LA CJUE (COURS DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE)

23 ASSURER L'INDÉPENDANCE DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES VIS-À-VIS DES LOBBIES DÉFENDANT DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES

Publier en open data de toutes les rencontres entre lobbyistes et représentant·es de l'Union européenne et interdire les cadeaux. Instaurer un délai de carence en cas de passage du secteur public de l'UE au secteur privé (revolving doors).

24 METTRE EN PLACE UN PASSEPORT EUROPÉEN PERMETTANT D'IDENTIFIER LES ANIMAUX DE COMPAGNIE DANS TOUS LES PAYS DE L'UE



02.

ÉDUIQUER ET SENSIBILISER À L'ÉTHIQUE ANIMALE POUR RÉDUIRE TOUTES LES VIOLENCES

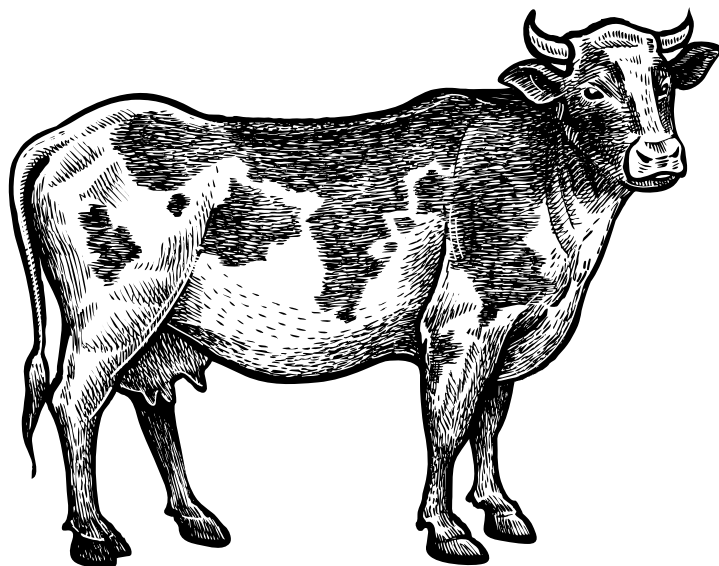
Depuis les années 1960, de nombreuses études, principalement anglo-saxonnes, témoignent du lien entre les violences faites aux animaux et les violences interpersonnelles. En France, cette question reste méconnue.

Mettre fin aux violences envers les animaux est ainsi corrélé à la lutte contre les violences interpersonnelles. Considérer les premières dans ce qu'elles ont de prédicteur et de révélateur d'autres violences, notamment sur les humain-es (enfants et adultes) peut s'avérer utile pour empêcher les secondes.

De façon tout aussi alarmante, il a été démontré que les enfants assistant à de telles violences montrent davantage de problèmes émotionnels et comportementaux que la normale, courant ainsi le risque de banaliser ces comportements et pouvant les conduire à en commettre sur les animaux et même sur les humain-es.

Les découvertes scientifiques témoignent de la capacité des animaux à ressentir des émotions, à accomplir des actions intentionnelles, à se projeter dans l'avenir et pour certains à agir en fonction des autres et à faire preuve d'empathie. Ces capacités partagées avec les humain-es font des animaux des individus avec des personnalités singulières menant leur vie de manière subjective.

Mettre fin aux violences sur les animaux est donc crucial pour les animaux eux-mêmes et permet aussi de détecter, prévenir les violences interpersonnelles.



Multiplier les formations et sensibilisations à l'éthique animale

25 ÉTENDRE L'ENSEIGNEMENT AU RESPECT DES ANIMAUX À TOUS LES ANIMAUX SENTIENTS ET À TOUTES LES DISCIPLINES APPROPRIÉES TOUT AU LONG DE LA SCOLARITÉ

Cette formation se poursuivrait des écoles aux lycées et lycées techniques. Former dès le plus jeune âge au respect des animaux, par un enseignement de l'éthique animale, permet de prévenir les actes de maltraitance animale chez ces adultes en devenir.

L'essence de notre École républicaine est d'émanciper en transmettant des connaissances et des valeurs communes. Elle doit notamment préparer chaque élève à refuser tout préjugé, toute intolérance, toute discrimination, tout harcèlement et a fortiori toute violence. Or, le respect ou le déni de l'animal peut avoir une incidence sur le rapport de l'enfant vis-à-vis de ses pairs. En développant chez les plus jeunes l'empathie envers les animaux par la connaissance de leurs capacités sensorielles, émotionnelles et cognitives – qui sont de mieux en mieux connues grâce aux sciences et qui présentent de grandes similitudes avec les humain-es – on encourage aussi ces dispositions envers leurs camarades et le respect du vivant en général.

26 INTÉGRER L'ÉTHOLOGIE DANS LES COURS DE SCIENCES ET DE SCIENCES DE LA VIE ET DE LA TERRE

L'éthologie, science du comportement animal, est une discipline ayant permis un enrichissement considérable des

connaissances sur les animaux. L'école se doit de réactualiser ces savoirs et d'intégrer l'éthologie dans le champ disciplinaire des sciences de la vie.

Une meilleure connaissance des animaux en tant qu'individus sujets de leur vie incite à un plus grand respect et à une considération plus juste.

Sur le plan pédagogique, l'étude de la vie animale permet d'acquérir des connaissances sur la complexité et la diversité des espèces, des éléments de biologie mais aussi des processus cognitifs, des relations et des modes de communication ainsi que les stratégies et les capacités d'adaptation.

Au-delà de l'espèce, les enfants découvrent des individus ayant une personnalité, une vie psychique et des fonctionnements qui nous éclairent sur nos propres comportements et sur le lien évolutif qui nous unit. Ils découvrent les singularités de chaque espèce dont celles d'Homo sapiens.

L'étude de contributions d'éthologues pourra également être ajoutée aux cours de philosophie.

27 INTÉGRER UN MODULE D'ÉTHIQUE ANIMALE AUX FORMATIONS INITIALES DES PERSONNES AYANT UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE UTILISANT DES ANIMAUX ET AUX AUTRES PROFESSIONNEL-LES CONCERNÉ-ES

Suivant l'amélioration des connaissances scientifiques concernant les animaux, ainsi que l'évolution de la réglementation, il est essentiel que les professionnel-les travaillant dans un secteur en lien avec les animaux soient formé-es à leurs responsabilités sur un plan éthique.

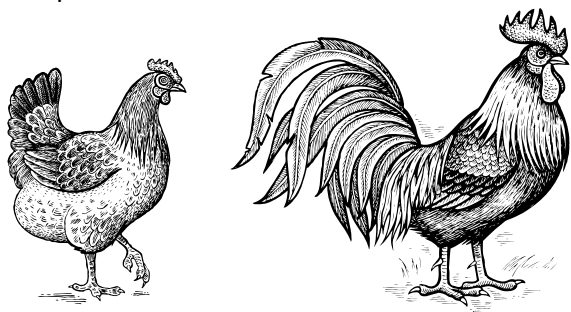
Les autres publics concernés sont nombreux : forces de l'ordre, magistrats et magistrats, préfectures, vétérinaires, corps enseignant, agentes et agents de la fonction publique, services de protection de l'enfance, personnes travaillant dans la santé et les services sociaux, etc.

Ces formations doivent être indépendantes d'intérêts économiques et fondées sur les données scientifiques consensuelles internationales.

28 CRÉER ET ENCADRER DES FERMES REFUGES PÉDAGOGIQUES

Le personnel de ces fermes expliquera la réforme de l'élevage, la prise en compte de la condition animale, la place de l'animal en ville et la cohabitation avec les animaux sauvages du territoire. Des journées pédagogiques et ateliers avec présence d'animaux pourront y être proposés et ouverts au public. Ces fermes permettront de mettre les enfants en présence des animaux dès le plus jeune âge et de les sensibiliser à leur respect.

Elles seront soumises à agrément et autorisations d'exercer établies d'après des critères stricts de condition de vie des animaux (espaces de vie et de liens sociaux, enrichissement par des activités, alimentation, possibilité de s'extraire du contact humain ou de celui des autres animaux, temps de travail et de repos, retraite...).



Prendre en compte le lien entre les violences, pour défendre les animaux et les humaines et humains

29 PROTÉGER LES ANIMAUX D'ACTES DE MALTRAITANCE DANS LES FAMILLES OÙ DES VIOLENCES INTERPERSONNELLES SONT SUSPECTÉES OU CONSTATÉES

Cette protection sera permise par un signalement systématique et obligatoire à un service compétent. Cela implique la création d'une plateforme de «cross reporting» (= fichier croisé des signalements de violences sur humain-es/animaux).

Cela suppose également d'intégrer, dans les formations initiale et continue des personnels concernés* :

- la réglementation relative aux actes de maltraitance sur animaux ;
- l'étude du lien entre l'exposition des enfants aux violences faites aux animaux et la reproduction de ces actes ainsi que le développement chez ces enfants de troubles post-traumatiques.

**gendarmerie, police municipale, magistrature, corps médical et psychiatrique, services sociaux, Éducation nationale, vétérinaires, etc.*

30 PRÉVENIR LA MALTRAITANCE SUR ANIMAUX PERPÉTRÉE PAR LES MINEUR-ES

Collecter et signaler aux services concernés les actes de maltraitance sur animaux perpétrés par les mineurs (rapportés par eux ou par leur entourage) afin de prévenir leur perpétuation grâce à un suivi éducatif.

**31 OUVRIR AUX ANIMAUX DU FOYER LES
STRUCTURES D'ACCUEIL D'URGENCE
POUR LES VICTIMES DE VIOLENCES
INTRAFAMILIALES**

(notamment les femmes et les enfants)

**32 PROSCRIRE L'EXPOSITION DES ENFANTS
AUX VIOLENCES LÉGALES FAITES AUX
ANIMAUX ET DONC INTERDIRE LA
PRÉSENCE DES MINEUR-ES LORS DES
ÉVÉNEMENTS OÙ CES VIOLENCES SONT
PERPÉTRÉES**

(corrida, chasse, vénerie...)

**33 PROMOUVOIR LA PARTICIPATION
D'ANIMAUX POUR FACILITER
L'APPRENTISSAGE, DANS CERTAINS
ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES LORS DE
PROJETS BIEN ENCADRÉS**

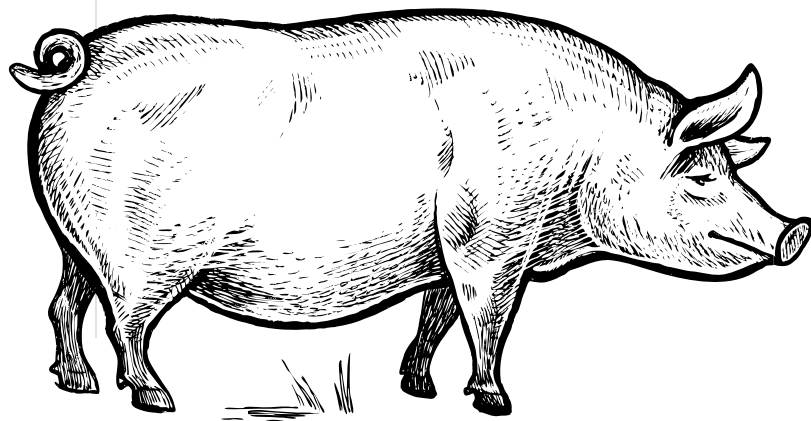


03.

ACCOMPAGNER LA TRANSITION VERS UNE RECHERCHE SANS UTILISATION D'ANIMAUX

En France, plus de 4 millions d'animaux sont tués chaque année pour une utilisation scientifique. Ce nombre ne se réduit pas malgré la transposition en droit français de la directive européenne de 2010 (décret de février 2013).

Le 16 septembre 2021 dernier le Parlement européen a pourtant voté à la quasi-unanimité une résolution¹ demandant aux Etats membres de l'UE d'accélérer la transition vers une recherche n'utilisant pas d'animaux. La France - 2e pays «consommateur» d'animaux à des fins de recherche ou de formation dans l'UE - se doit de prendre une part active dans cette transition.



1 - Résolution du Parlement européen du 16 septembre 2021 sur les plans et mesures visant à accélérer le passage à une innovation sans recours aux animaux dans la recherche, les essais réglementaires et l'enseignement (2021/2784(RSP))

34 CRÉER UNE INSTANCE DISPOSANT DES MOYENS D'AGIR CONCRÈTEMENT POUR LA TRANSITION VERS UNE RECHERCHE NON ANIMALE

Cette mission ou délégation interministérielle chargée de l'accompagnement de la transition sera sous l'autorité directe du Premier ou de la Première ministre car les acteurs et les domaines concernés sont multiples et qu'ils peuvent avoir des intérêts divergents. Elle réunira des représentantes et représentants de tous les ministères concernés.

Elle pourra prendre les décisions nécessaires pour accompagner la reconversion des acteurs économiques concernés (dans la recherche, l'industrie, l'élevage, la vente d'animaux...) et soutenir les dispositifs en faveur du développement et de la valorisation des méthodes non-animales. Il s'agit de répartir les moyens différemment, par exemple grâce à des appels à projet dédiés, une politique fiscale favorable, etc.

Il revient à cette mission d'organiser rapidement les Assises nationales des approches non animales de recherche.

35 REPENSER LE PROCESSUS D'ÉVALUATION DES PROJETS DE RECHERCHE OU D'ENSEIGNEMENT UTILISANT DES ANIMAUX

Actuellement, pour obtenir une autorisation administrative, un projet utilisant des animaux doit avoir reçu un avis favorable d'un « comité d'éthique en expérimentation animale ». Il y a actuellement en France 115 comités (entre 1 et 30 dans les autres Etats de l'UE), structures privées sans personnalité juridique. Leur nombre, leur fonctionnement et leur composition, ne garantissent ni la prise en compte de l'intérêt des animaux ni la promotion

des méthodes non-animales. Les comités d'évaluation des projets devront être régionaux et publics et seront composés de façon à réunir des compétences qui permettent d'évaluer objectivement et en toute indépendance :

- L'intérêt/la pertinence scientifique du projet,
- Le niveau réel des souffrances et dommages subis par les animaux,
- Les autres approches n'utilisant pas d'animaux qui permettraient d'obtenir les mêmes résultats.

Le financement des centres régionaux d'évaluation sera essentiellement assuré par le montant forfaitaire dont devront s'acquitter les établissements pour l'évaluation de chacun de leurs projets utilisant des animaux.

Un tel fonctionnement répond aux exigences de la directive européenne de 2010 relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques.

36 UTILISER LE CONTRÔLE, LA SANCTION ET L'ÉVALUATION COMME LEVIER DE LA TRANSITION

- Les établissements éleveurs, fournisseurs et utilisateurs seront inspectés au moins deux fois par an, de manière inopinée.
- Les sanctions seront revues à la hausse pour être effectivement « proportionnées et dissuasives » comme en dispose l'article 60 de la directive européenne.
- Les évaluations rétrospectives (à l'issue des projets) seront étendues à tous les projets ayant utilisé des animaux (et pas uniquement aux procédures de classe sévère

et aux projets ayant utilisé des primates) et seront publiées sur le site du ministère de la Recherche avec les résumés des projets.

- Les personnels de laboratoire qui dénonceraient des pratiques non réglementaires dans leur établissement auront le statut de lanceurs d'alerte et seront donc protégés de toute sanction disciplinaire ou pénale.

37 PROGRAMMER LE REMPLACEMENT TOTAL EN 3 ANS DE L'EXPÉRIMENTATION ANIMALE ET DE LA DISSECTION DURANT LES ÉTUDES

(enseignement supérieur et formation professionnelle) Plus de 36 000 animaux sont utilisés chaque année en France à des fins d'enseignement en ce qui concerne l'expérimentation, sans compter tous les animaux tués et disséqués, pour lesquels il n'existe pas de chiffres précis. La Grande-Bretagne utilise 20 fois moins d'animaux pour former ses étudiants et personnels de laboratoire. De nombreuses méthodes de remplacement existent : vidéos 3D, organes plastinés, outils de simulation.

Un calendrier programmera les étapes du remplacement total dans ce domaine, sur 3 années, avec un accompagnement institutionnel. Pour qu'aucun-e étudiant-e ne puisse être contraint-e à pratiquer des travaux sur animaux pendant la durée de la transition, une clause de conscience sera mise en œuvre.

38 ŒUVRER AU REMPLACEMENT POUR LA TOXICOLOGIE ET L'ÉVALUATION DES RISQUES SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTAUX

Environ 25% des utilisations d'animaux correspondent à des obligations réglementaires (sécurité des produits, prévention des risques). Pourtant les méthodes non-animales se

sont considérablement développées ces dernières années (in vitro, in silico, in chemico). Elles permettent d'obtenir des résultats plus rapidement que l'expérimentation sur les animaux et s'avèrent plus fiables lorsqu'elles utilisent des cellules et des données humaines.

Une plateforme nationale de développement et de validation de tests alternatifs sera créée sur le modèle de la plateforme PEPPER (plateforme publique-privée destinée à développer la recherche sur les perturbateurs endocriniens).

Tous les tests non-animaux validés devront être obligatoirement utilisés, plutôt que l'expérimentation sur les animaux.

39 SUGGÉRER LA RÉUNION D'UNE MISSION D'INFORMATION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LES FREINS À LA TRANSITION VERS UNE RECHERCHE NON-ANIMALE

Cet audit permettrait de donner des pistes d'action pour lever les obstacles.

40 DONNER DE LA VISIBILITÉ ET VALORISER LES APPROCHES NON-ANIMALES

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche contribuera activement à la visibilité et à la valorisation des méthodes non-animales en leur dédiant notamment une page du site internet du ministère : présentation des approches les plus développées et leurs applications, leur potentiel économique, annonce des conférences, congrès et publication de comptes rendus, mise à l'honneur des projets les plus innovants, etc. Par ailleurs, le ministère développera une plateforme nationale qui sera à la fois une ressource dans le domaine des alternatives (base de données) et un forum d'échanges entre les chercheurs des secteurs public et privé.



04.

AMÉLIORER LES CONDITIONS D'ÉLEVAGE, DE TRANSPORT ET D'ABATTAGE ET INITIER LA TRANSITION ALIMENTAIRE

Chaque jour, en France, 3 millions d'animaux terrestres sont tués pour l'alimentation humaine. En France, 1 milliard d'animaux d'élevage sont tués chaque année, et 80% d'entre eux sont issus d'élevage intensif. Les employé·es des abattoirs sont épuisé·es et meurtri·es par la cadence.

L'élevage est responsable d'au moins 14,5% des émissions de gaz à effet de serre selon la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture). Certaines études estiment même son poids à 51% des émissions. Il est aussi responsable de 36% de la consommation d'eau des Français (WWF, 2012), de plus d'1/3 de la pollution de l'eau (FAO 2009) et de 91% de la déforestation en Amazonie (FAO 2006; Solagro 2016).

Pour répondre à ces constats dramatiques, les écologistes engageront une transition alimentaire ambitieuse vers une consommation majoritairement végétale, durable, saine, plus respectueuse des animaux et des humains. Selon l'OMS et les nutritionnistes, comme selon les nombreux rapports prospectifs pour la transition agricole ou énergétique, la part de produits animaux consommés devrait en moyenne être divisée par deux. Les conditions d'élevage, de transport et d'abattage des animaux devront mieux respecter leurs besoins fondamentaux en espace, alimentation, habitat, vie sociale, santé, et limiter au maximum leurs souffrances.

Nous organiserons la sortie rapide et progressive de notre système actuel délétère, générateur d'extrême souffrance animale, néfaste pour la santé humaine et dévastateur pour la biodiversité terrestre et marine.

Améliorer les conditions d'élevage

41 ORGANISER LA SORTIE DE L'ÉLEVAGE INTENSIF DÈS 2022 ET INTERDIRE LA CRÉATION OU L'ÉTABLISSEMENT DE TOUT NOUVEL ÉLEVAGE INTENSIF.

L'élevage intensif est entendu comme un modèle où les animaux se trouvent dans des cages ou des bâtiments en densités très élevées, sans accès au plein air ou, pour les herbivores, sans accès aux pâturages. Par ailleurs, l'élevage intensif s'accompagne souvent de la pratique de mutilations infligées aux animaux, destinées à tenter d'adapter les animaux à un environnement qui ne correspond pas à leurs besoins naturels.

Nous soutenons et encourageons un élevage plus respectueux de l'animal, de l'environnement, des consommateurs et des consommatrices, et qui assure une rémunération correcte aux éleveurs et aux éleveuses. Il sera biologique, de plein air et utilisera des ressources locales. Il reposera sur un équilibre entre sols, plantes et animaux d'un même territoire et sur un équilibre des productions entre les territoires². L'abattage et la vente de proximité seront privilégiés.

Pour l'établissement du moratoire sur la construction de nouvelles fermes industrielles, une limite du nombre d'animaux élevés par ferme sera définie, par surface et par zone géographique.

42 PRÉVOIR LES SORTIES PROGRESSIVES DES PIRES PRATIQUES : VIE EN CAGE, BROUAGE DES POUSAINS ET CANETONS, GAVAGE FORCÉ, CAUDECTOMIE (ÉCOURTAGE OU ABLATION DE LA QUEUE D'UN ANIMAL), CASTRATION À VIF, DÉPILATION À VIF, CAILLEBOTIS INTÉGRAL...

43 PLAIDER AU NIVEAU EUROPÉEN POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC) QUI RENFORCE LA PRISE EN COMPTE DU BIEN-ÊTRE ANIMAL

La PAC doit intégrer la conditionnalité des aides sur la base d'un niveau de normes minimales plus exigeantes, supprimer les subventions aux exploitations qui ne respectent pas ces normes, et pour ces dernières, réviser à la baisse la prime à l'hectare.

44 SORTIR DES TRAITÉS DE LIBRE-ÉCHANGE QUI PERMETTENT LES IMPORTATIONS DE VIANDE NE RÉPONDANT PAS AUX NORMES EN VIGUEUR EN EUROPE (CETA, MERCOSUR...) ET REFUSER LES ACCORDS FUTURS

45 ENCOURAGER DES FORMES D'ÉLEVAGE RESPECTUEUSES DE L'ANIMAL PAR LE LEVIER DES SUBVENTIONS, DE LABELS, D'ÉTIQUETAGE OBLIGATOIRES ET DE MESURES INCITATIVES

Seront notamment visés :

- accès au plein air ;
- absence de traitements engendrant des souffrances ;
- alimentation, soins, hygiène satisfaisants ;
- limitation ou annulation des traitements antibiotiques non nécessaires ;
- obligation d'une période de mise en pâture des animaux (temps à définir par espèces) ;
- favoriser les circuits courts et garantir un partenariat avec les collectivités locales ;

2 - <https://agriculture.eelv.fr/agroecologie-preserver-la-sante-humaine-et-l'environnement-grace-a-un-nouveau-modele-agricole/>

- alternatives obligatoires aux caillebotis, en fournissant par exemple aux animaux de la paille ou d'autres matériaux manipulables pour leur permettre d'exprimer leurs comportements naturels ;
- absence de transport pendant la durée de vie de l'animal (par exemple transport de brouards partant à l'engraissement).

46 METTRE FIN À LA DOCTRINE CONSISTANT, POUR CERTAINES ESPÈCES ET CERTAINES MALADIES, AU NOM DU PRINCIPE DE PRÉCAUTION, À ABATTRE L'ENSEMBLE DES ANIMAUX D'UN ÉLEVAGE DÈS QUE L'UN D'ENTRE EUX EST ATTEINT

47 ÉTABLIR UN MORATOIRE SUR L'IMPORTATION DU SOJA EXTRA-EUROPÉEN À DESTINATION DE L'ALIMENTATION ANIMALE

48 INTERDIRE LES ÉLEVAGES D'ANIMAUX DESTINÉS À LA CHASSE EN ENCLOS

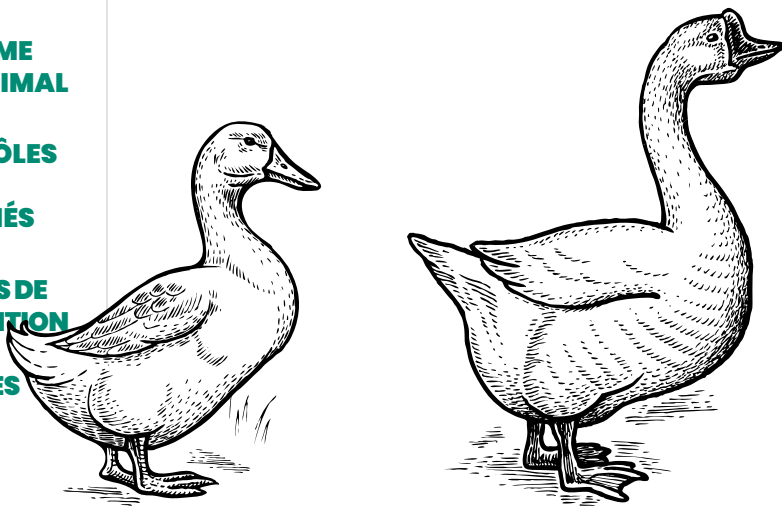
49 ACCOMPAGNER FINANCIÈREMENT ET LOGISTIQUEMENT LES ÉLEVEUSES ET ÉLEVEURS ÉVOLUANT VERS UN SYSTÈME PLUS RESPECTUEUX DU BIEN-ÊTRE ANIMAL

50 ÊTRE VIGILANT·E QUANT AUX CONTRÔLES DU SORT DES ANIMAUX VIVANTS PRÉSENTÉS SUR LES FOIRES ET MARCHÉS

51 SORTIR PROGRESSIVEMENT LES ÉQUIDÉS DE LA CONSOMMATION, PAR UNE PROPOSITION D'ACCOMPAGNEMENT DE L'ÉTAT À LA TRANSITION DES ÉLEVEURS ET ÉLEVEUSES

52 EXPÉRIMENTER DES FERMES SOLIDAIRES DÉDIÉES À LA RÉSERVE DE FOIN POUR FOURNIR LES AGRICULTEURS, AGRICULTRICES, ASSOCIATIONS DE PROTECTION DES ANIMAUX ET PROPRIÉTAIRES D'ÉQUIDÉS EN CAS DE CATASTROPHE CLIMATIQUE

Les stocks de foin et de paille risquant de manquer avec le dérèglement climatique, des fermes d'insertion et de formation permettraient de fournir sous critère les personnes qui en font la demande. Cela permettrait de limiter les impacts sur les animaux.



Transport des animaux d'élevage vivants

Nous voulons limiter au maximum le transport d'animaux vivants. Le calvaire des 130 000 moutons bloqués sur 11 cargos roumains dans le canal de Suez durant le printemps 2021 est un exemple de ce qu'il faut absolument éviter.

53 LIMITER AU MAXIMUM LE TRANSPORT D'ANIMAUX VIVANTS À DES FINS ÉCONOMIQUES

Le transport en vue de l'abattage ou de l'exportation est une source de stress et de souffrance importante pour les animaux. Malgré la législation existante, les souffrances infligées lors des transports restent importantes.

Nous réduirons autant que possible le transport d'animaux vivants, en limitant le temps de transport terrestre, quel que soit le mode, à 8 heures maximum, à 4 heures pour les espèces les plus sensibles et à aucun transport pour les animaux non-sevrés, en gestation ou inaptes au transport car en "fin de carrière".

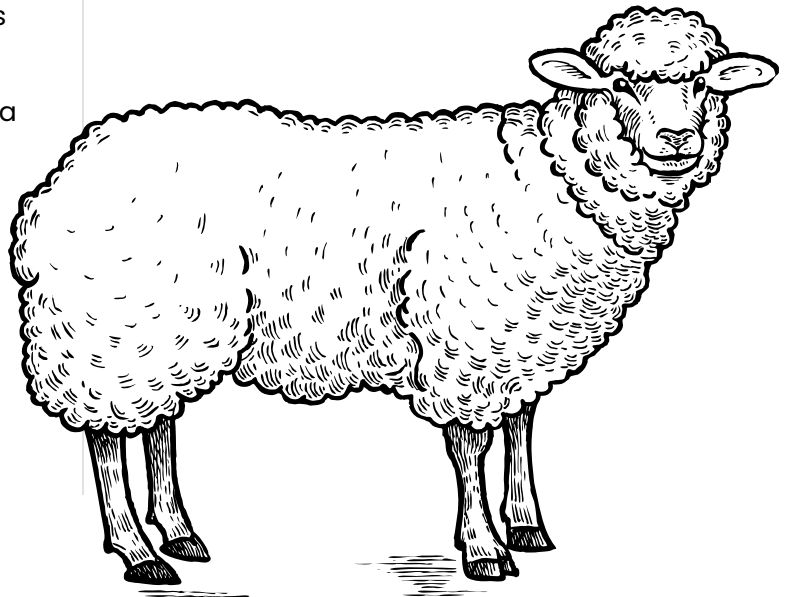
Par ailleurs, nous étudierons la faisabilité de la pose de contrôleurs de temps de roulement sur les véhicules utilisés pour le transport d'animaux.

54 INTERDIRE LES EXPORTATIONS D'ANIMAUX VIVANTS VERS LES PAYS TIERS D'ICI 2025

De nombreuses infractions aux règlements européens sont constatées concernant les animaux exportés depuis l'Union européenne vers des pays extra- communautaires, où les normes du bien-être animal sont souvent moins strictes.

55 LIMITER À UN MAXIMUM DE 30 HEURES CONSÉCUTIVES LE TRANSPORT MARITIME D'ANIMAUX VIVANTS AU SEIN DE L'UE ET VERS LES PAYS TIERS D'ICI 2023

56 EXAMINER LES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LES TRANSPORTS D'ANIMAUX ET MODIFIER LE DROIT FRANÇAIS EN FONCTION DES RECOMMANDATIONS.



Améliorer les conditions d'abattage des animaux

Rappelons qu'il est inadapté de parler de "bien-être" animal dans un abattoir. On ne peut parler que de limitation de la souffrance car celle-ci est inhérente à la destination d'un abattoir.

57 SOUTENIR LA REPRISE ET LA RÉOUVERTURE DE PETITS ABATTOIRS DE PROXIMITÉ PAR DES COOPÉRATIVES PAYSANNES

58 DÉMULTIPLIER LES DISPOSITIFS D'ABATTAGE À LA FERME ET D'ABATTOIRS MOBILES, POUR ÉVITER LE TRANSPORT DES ANIMAUX VIVANTS

150 éleveuses et éleveurs bio de Loire-Atlantique le proposent, ainsi que « le Boeuf Éthique » en Bourgogne-Franche-Comté par exemple. Veiller à ce que les conditions d'abattage et les contrôles y soient satisfaisants.

59 METTRE EN PLACE DE NOUVELLES NORMES D'AUTORISATION DE FONCTIONNER DES ABATTOIRS,

corrélées à un vaste plan d'État de financement de la mise aux normes des abattoirs existants. Ces normes portent sur l'amélioration des quais de déchargement, la rénovation des espaces d'attente, couloirs et stabulations, l'éclairage, les boxes d'abattage et les outils.

60 INTERDIRE LE GAZAGE AU CO₂, UTILISÉ NOTAMMENT POUR L'ABATTAGE DES COCHONS, QUI EST TROP SOUVENT INEFFICACE

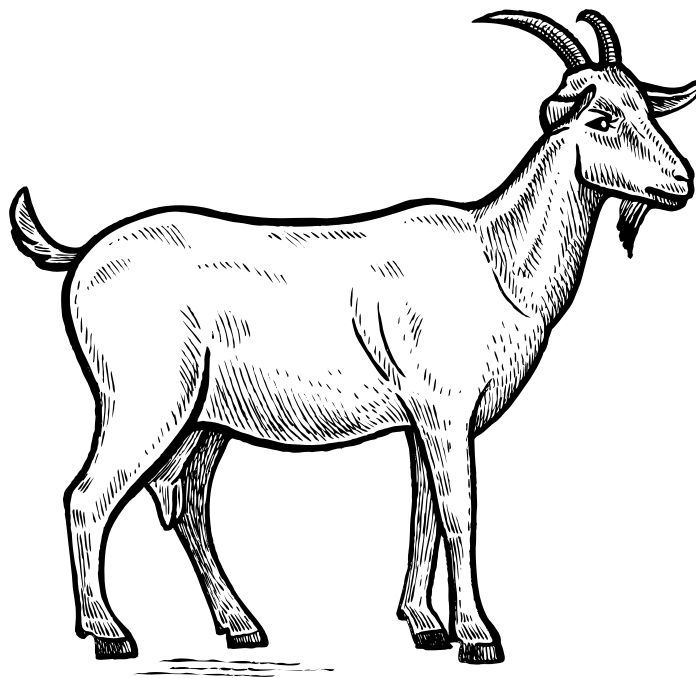
Pour les volailles, mettre en place l'étourdissement par atmosphère contrôlée (utilisation de gaz inertes ou de systèmes multi phasés).

61 S'ASSURER QUE LES MÉTHODES D'ÉTOURDISSEMENT UTILISÉES N'ENGENDRENT PAS ELLES-MÊMES DES SOUFFRANCES AUX ANIMAUX ABATTUS

62 INSTALLER DES CAMÉRAS DE CONTRÔLE AVEC CONSERVATION DES ENREGISTREMENTS (D'UNE DURÉE À DÉFINIR) DANS LES ABATTOIRS SUR LES POSTES DE DÉCHARGEMENT, D'ATTENTE, D'AMENÉE ET D'ABATTAGE DES ANIMAUX

Le contrôle pourra être effectué par une autorité indépendante et transparente, constituée à parité d'inspecteurs et inspectrices vétérinaires et de membres désigné·es par des associations de protection animale visées à l'article 2-13 du Code de procédure pénale.

63 INTERDIRE L'ABATTAGE DES FEMELLES AU-DELÀ DES DEUX TIERS DE LEUR GESTATION



64 METTRE FIN À LA DÉROGATION POUR LES ABATTAGES RITUELS SANS ÉTOURDISSEMENT

Il faut consulter les organisations et autorités religieuses et culturelles concernées pour réfléchir avec elles à des méthodes d'étourdissement qui soient à la fois fiables et efficaces, engendrent le moins de souffrance et de dégâts sanitaires possibles pour les animaux, et soient compatibles avec leurs convictions. De nombreux pays ont déjà mis en place des méthodes d'étourdissement réversibles pour l'abattage rituel. La France doit pouvoir avancer en ce sens.

65 DANS L'ATTENTE DE LA FIN DE LA DÉROGATION POUR LES ABATTAGES RITUELS, IMPOSER UNE TRAÇABILITÉ ET UN ÉTIQUETAGE DES VIANDES

Cela permettrait aux consommatrices et consommateurs de connaître les conditions d'abattage de l'animal dont la viande est issue.

66 TOUJOURS DANS L'ATTENTE DE LA FIN DE LA DÉROGATION, VEILLER À CE QU'AUCUN ABATTAGE DESTINÉ AU CIRCUIT CONVENTIONNEL NE SOIT EFFECTUÉ SANS ÉTOURDISSEMENT PRÉALABLE

67 SOUTENIR DES PROGRAMMES DE RECHERCHE ET D'EXPÉRIMENTATION D'OUTILS ET TECHNIQUES D'ABATTAGE QUI RÉDUISENT AU MAXIMUM LA SOUFFRANCE ANIMALE

68 ENTREPRENDRE UNE NÉGOCIATION AVEC LES SYNDICATS ET LES DIRIGEANT-ES DES ABATTOIRS POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES SALARIÉ-ES DES ABATTOIRS ET DU TRANSPORT DES ANIMAUX

Quand ces conditions sont pénibles, cela ne peut que contribuer à engendrer des mauvais traitements supplémentaires aux animaux.

69 S'ASSURER QUE LA PERSONNE RÉFÉRENTE DE LA CONDITION ANIMALE DANS CHAQUE ABATTOIR L'EXERCE DANS DE BONNES CONDITIONS,

(formation, accompagnement psychologique, respect de ses prérogatives...)

Promouvoir une transition alimentaire vers un régime moins carné

70 METTRE EN PLACE DES AIDES AGRICOLES À LA TRANSITION ET AU MAINTIEN VERS LA PRODUCTION DE LÉGUMINEUSES ET UN ÉLEVAGE PLUS RESPECTUEUX DES ANIMAUX

71 ENCOURAGER L'INSTALLATION SUR LE TERRITOIRE NATIONAL DE RESTAURANTS UTILISANT DES PRODUITS ÉTHIQUES ET PROPOSANT DES MENUS VÉGÉTARIENS OU VÉGÉTALIENS

«Éthique» signifie ici «respectueux « du consommateur, du producteur, de l'animal, de l'environnement (écosystèmes, énergie, eau et autres ressources naturelles), donc en particulier «bio», local, rémunérateur, «plein air», ...

72 VISER UNE RÉDUCTION D'AU MOINS 50% DE LA CONSOMMATION DE PRODUITS ANIMAUX D'ICI 2050

Cela correspond à plusieurs scénarios prospectifs, comme le scénario Afterres. Nous viserons un objectif de réduction de 20% d'ici la fin du mandat et de 40% d'ici 2040.

73 RENFORCER PROGRESSIVEMENT LA VÉGÉTALISATION (ALTERNATIVE QUOTIDIENNE ET 2 MENUS HEBDOMADAIRES) DES MENUS SERVIS EN RESTAURATION PUBLIQUE :

écoles, crèches, collèges, lycées, universités, EHPAD, lieux de détention, administrations...

Ces repas devront être au moins végétariens et aussi souvent que possible végétaliens. Il sera nécessaire d'accompagner l'adaptation des cuisines centrales (agrandissement du bâtiment, fourniture de matériel).

Le rapport de l'ANSES sur l'évaluation de l'expérimentation du menu végétarien hebdomadaire en restauration collective scolaire, est paru récemment. Il conforte l'expérimentation et incite à la généraliser sans plafond.

74 INTÉGRER SYSTÉMATIQUEMENT DES CRITÈRES SUR LE BIEN-ÊTRE ANIMAL DANS LA COMMANDE PUBLIQUE POUR LES REPAS EN RESTAURATION COLLECTIVE PUBLIQUE : ÉCOLES, LIEUX DE DÉTENTION, HÔPITAUX, UNIVERSITÉS, ETC.

Ces critères correspondent aux propositions présentées précédemment sur l'amélioration des conditions d'élevage.

Un travail sera également lancé avec les entreprises de la restauration collective privée afin d'y intégrer les critères de bien-être animal et des objectifs de végétalisation.

75 PROPOSER, SUR TOUS LES TERRITOIRES, DES FORMATIONS EN CUISINE ET NUTRITION VÉGÉTALE DANS LES DIPLÔMES D'ÉTAT

76 SUR LE MÊME MODÈLE QUE LE LABEL BIO, CRÉER UN LABEL "BIEN-ÊTRE ANIMAL" NATIONAL POUR LES PRODUITS ANIMAUX (VIANDES, POISSONS, CRUSTACÉS ET CÉPHALOPODES, LAITS, ŒUFS) D'APRÈS UN CAHIER DES CHARGES EXIGEANT SUR LES CONDITIONS DE VIE, DE TRANSPORT ET D'ABATTAGE DES ANIMAUX

Ce label pourra être déployé en complément du Planet-Score porté par l'Institut de l'Agriculture et de l'Alimentation Biologique (l'ITAB) et des ONG, ou y être intégré, après consultation avec les acteurs concernés : ITAB, ONG et entreprises partenaires du Planet-Score, associations, syndicats, etc.

77 PLAIDER AU NIVEAU EUROPÉEN POUR LA CRÉATION D'UN ÉTIQUETAGE SIMPLE DE LECTURE POUR LES CONSOMMATRICES ET CONSOMMATEURS DES PRODUITS ANIMAUX (VIANDES, POISSONS, LAITS) EN FONCTION DE LEUR MODE DE PRODUCTION

et indiquant l'origine géographique des animaux.

Cela permettra d'informer le consommateur ou la consommatrice sur les produits carnés qu'il ou elle consomme.

78 VISER UNE APPLICATION DES MÊMES RÈGLES ÉTHIQUES POUR L'ALIMENTATION DES ANIMAUX DE COMPAGNIE QUE L'ALIMENTATION HUMAINE

79 INSTAURER UNE TAXE DIFFÉRENCIÉE SELON L'IMPACT ÉCOLOGIQUE DES DIFFÉRENTS ALIMENTS POUR INCITER LES CONSOMMATEURS ET LES CONSOMMATRICES À SE TOURNER VERS LES PRODUITS D'ORIGINE VÉGÉTALE

Pour une mode et un habillement sans souffrance animale

80 ENCOURAGER LA RECONVERSION DES ENTREPRISES DU LUXE VERS UNE MODE PLUS VÉGÉTALE ET N'ENGENDRANT PAS DE SOUFFRANCE ANIMALE

Cet encouragement pourra être mené par du plaidoyer auprès des entreprises et par des évolutions de la législation.

81 INTERDIRE LES ÉLEVAGES DE FOURRURE D'ICI 2023

82 ÉTUDIER, AVEC LES AUTRES PAYS EUROPÉENS, L'INTERDICTION DE LA VENTE DE PRODUITS CONTENANT DE LA FOURRURE OU DES PEAUX D'ANIMAUX SAUVAGES

83 SOUTENIR LES ENTREPRISES ÉTHIQUES CONCERNANT LES ANIMAUX ET INCITER À LA CRÉATION DE NOUVELLES ACTIVITÉS : ALIMENTATION, COSMÉTIQUE, HABILLEMENT...

Que ce soit dans la mode, l'alimentation végétale ou la cosmétique, des initiatives entrepreneuriales émergent pour créer des alternatives sans souffrance animale. Soutenir financièrement le développement de filières éthiques vis-à-vis des animaux permettrait à ces initiatives de se démultiplier.



05.

POUR UNE PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS DES ANIMAUX AQUATIQUES : PISCICULTURE, PÊCHE COMMERCIALE ET PÊCHE DE LOISIR

Le poisson est aujourd'hui l'un des animaux, et aliments les plus consommés au monde. Alors qu'en 1960, un individu consommait 9,9 kg de poisson en moyenne, il en consomme aujourd'hui plus de 20,5 kg par an, soit le double. Pour satisfaire cette demande grandissante, les pêcheurs prélèvent davantage de poissons quitte à épuiser les populations de certaines espèces.

La surpêche a des conséquences désastreuses sur les écosystèmes marins et l'équilibre de la chaîne alimentaire. Non seulement victimes collatérales des techniques de pêche, les prédateurs se retrouvent privés de leurs proies. Résultat, les populations des grands prédateurs marins (dauphins, orques, requins) se seraient réduites de 90% en 50 ans.

Largement industrialisée, la pêche s'effectue généralement sans prendre en compte la souffrance des poissons quand ils sont capturés et tués. Nombre d'entre eux sont susceptibles de mourir écrasés dans des filets, par suffocation au contact de l'air, réfrigérés ou dépecés encore vivants. Alors que l'idée que les animaux d'élevage doivent être abattus dans des conditions qui limitent leur souffrance semble largement acceptée, cette question n'est quasiment pas traitée quand il s'agit des poissons. Pourtant 91% des Français-es considèrent que le « bien-être » des poissons devrait être au moins autant protégé que celui des autres animaux d'élevage (sondage COMRES pour Eurogroup for Animals & CIWF, 2018).

Les États et l'Union européenne doivent agir et réguler en urgence le secteur de la pêche pour l'accompagner vers un modèle de pêche plus soutenable qui préserve la biodiversité, les écosystèmes, respecte mieux les conditions de vie et besoins des animaux et qui contribue à la sécurité alimentaire.

Pour une approche plus éthique et durable de la pêche commerciale

84 ENCOURAGER LA RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION DE POISSON,

notamment par la multiplication des repas végétariens et végétaliens dans la restauration collective

85 LANCER UN VASTE PLAN DE PRISE EN COMPTE DE LA SOUFFRANCE ANIMALE DANS LA PÊCHE

Un travail d'audit exhaustif des conditions de capture, transport et mise à mort des poissons pour mettre en œuvre des normes en vue de réduire leur souffrance, doit être effectué. Les matériels de pêche doivent être grandement améliorés pour limiter la souffrance et les blessures sur les poissons et autres animaux marins capturés.

Des protocoles doivent être créés et mis en place lors des captures accidentelles. La lente agonie d'animaux mutilés rejetés à la mer n'est plus tolérable.

Enfin, la formation initiale et continue des marins pêcheurs et des aquacultrices et aquaculteurs notamment, via les lycées maritimes, doit prendre en compte les résultats des connaissances scientifiques pour sensibiliser les futur-es professionnel·les du secteur à la réduction de la souffrance animale.

86 INTERDIRE LES MÉTHODES DE MISE À MORT LES PLUS BARBARES

L'interdiction du « finning » c'est-à-dire la découpe des ailerons à bord des navires sur des animaux vivants – qui provoque chaque année le massacre de dizaines de millions de

requins – doit être généralisée à l'ensemble de la haute mer en interdisant tout débarquement d'ailerons séparés du corps. De la même façon, en lien avec sa législation, l'Union européenne doit exiger l'arrêt du Grindadrap – une chasse aux cétacés particulièrement violente – dans les Îles Féroé.

87 LIMITER L'IMPACT DES CAPTURES SUR LES ESPÈCES NON VISÉES

Cela implique d'aller vers des pêches plus sélectives qui limitent fortement les prises accessoires. Les politiques « zéro rejets » développées en Norvège qui travaillent sur les choix des zones de pêche et techniques employées pour capturer uniquement les spécimens qui seront débarqués et vendus doivent nous inspirer.

88 INTERDIRE LES PRATIQUES LES PLUS DESTRUCTRICES DE L'ENVIRONNEMENT ET DES ÉCOSYSTÈMES,

comme les engins de pêche en contact avec le fond marin.

Il est aussi nécessaire de réduire l'usage des filets dérivants ou l'usage à grande échelle des dispositifs de concentration de poisson (DCP) à la seule pêche traditionnelle de subsistance.

89 PRÉSERVER LES POPULATIONS DE POISSONS PAR LA RÉDUCTION OU LA FIN DES CAPACITÉS DE PÊCHE DES ESPÈCES DONT LES POPULATIONS S'EFFONDRENT

90 CRÉER UN RÉSEAU DE RÉSERVES MARINES POUR AU MOINS 30% DES OCÉANS

Il est urgent de protéger, préserver et régénérer les écosystèmes marins par des réserves marines, zones sur lesquelles toute activité humaine préjudiciable à l'écosystème marin est proscrite ou très limitée. Aucune activité

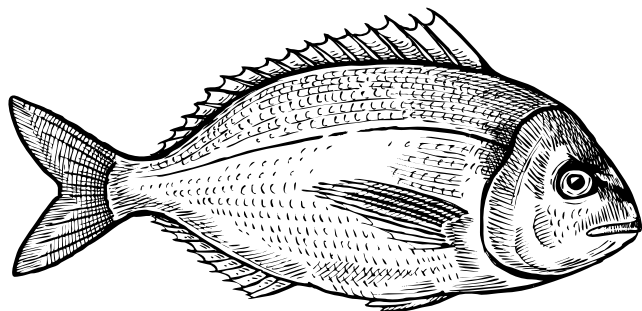
d'extraction et d'exploration, de pêche industrielle ou d'élimination des déchets n'y sera autorisée. Dans ces sanctuaires à l'abri de la pression de la pêche, les animaux se reproduisent et certains recoloniseront les zones périphériques : c'est l'effet dit de « débordement ».

91 LUTTER CONTRE LE BRACONNAGE ET LES PRATIQUES ILLÉGALES DE PÊCHE EN MER

92 RENFORCER LES MOYENS DE LA LUTTE CONTRE LE BRACONNAGE DES CIVELLES, L'ANGUILLE D'EUROPE ÉTANT EN DANGER CRITIQUE D'EXTINCTION

93 AGIR RÉSOLUMENT POUR ÉVITER LES NOMBREUSES MORTS DE DAUPHINS DANS LE GOLFE DE GASCogne

La France n'agit pas assez pour ces espèces menacées et est en infraction selon la Commission européenne. Il devient nécessaire de fermer les pêcheries concernées pendant certains mois durant lesquels les dauphins s'échouent par centaines. Un accompagnement financier permettrait de protéger les animaux sans mettre en péril toute l'activité économique concernée.



Réduire les souffrances liées à la pêche de loisir

Toute forme de pêche est potentiellement mortelle pour les poissons. Retirés brutalement de leur milieu, les poissons subissent un stress physiologique et souffrent de suffocation. Quand elle ne provoque pas la mort directe, la pêche de loisir provoque de nombreuses souffrances physiques liées aux lésions provoquées par l'hameçon qui est souvent avalé par le poisson. Les lésions peuvent s'infecter et empêcher un poisson remis à l'eau de s'alimenter, causant son agonie. De nombreux poissons meurent ainsi dans les jours qui suivent leur remise à l'eau.

Enfin les déchets issus de la pêche de loisir causent de nombreuses victimes collatérales. Hameçons, fils de pêches, flotteurs, emballages laissés par les pêcheurs, les déchets de pêche de loisir – notamment en eau douce – piègent, mutilent et tuent chaque année des milliers d'animaux.

94 ORGANISER UNE CONCERTATION AVEC TOUTES LES PARTIES PRENANTES (SCIENTIFIQUES, FNPf ET ASSOCIATIONS DE PROTECTION ANIMALE) POUR RÉFLÉCHIR À UNE ÉVOLUTION RÉGLEMENTAIRE DES TECHNIQUES DE PÊCHE AU REGARD DE LA SOUFFRANCE ANIMALE

Les techniques suivantes sont particulièrement concernées et déjà interdites dans certains pays : pêche au vif (utilisation de vertébrés comme appâts), utilisation des hameçons à ardillon et usage de la gaffe.

95 ETUDIER L'INSTAURATION D'UN PERMIS DE PÊCHE

Ce permis, inspiré du permis de chasse, comporterait notamment une formation théorique sur la souffrance des poissons ainsi que sur les connaissances naturalistes nécessaires pour ne pas endommager les milieux ou tuer des espèces protégées. Ce permis existe déjà en Suisse et en Allemagne.

96 RENFORCER L'ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT ET LA SENSIBILISATION AUX BONS GESTES POUR LES PÊCHEURS

pour diminuer l'abandon de matériel ou déchets liés à la pêche de loisir

97 INTERDIRE LA PÊCHE DANS TOUS LES LIEUX OÙ LA CONSOMMATION ET LA COMMERCIALISATION DU POISSON PÊCHÉ EST INTERDITE

par arrêté préfectoral.

Il s'agit de zones permanentes ou temporaires où la pollution empêche de consommer les poissons, où aucune finalité alimentaire ne peut être mise en avant. Dans ce cas, il est d'autant plus absurde de faire souffrir et blesser les poissons avant de les relâcher.

98 METTRE EN PLACE DES PÉRIODES DE REPOS BIOLOGIQUES ET ÉTENDRE LES ZONES SANS PÊCHE,

comme il y a des zones sans chasse, pour protéger les animaux des cours d'eau et du littoral

99 LIMITER LE REMPOISSONNEMENT À BUT DE PÊCHE AU REGARD DE LA SOUFFRANCE ANIMALE POUR S'ASSURER QU'IL NE PERTURBE PAS LES MILIEUX NATURELS



Encadrer strictement l'aquaculture pour une gestion plus durable et éthique

Secteur qui s'est développé à grande vitesse, l'aquaculture représente près de la moitié des produits de la mer consommés. Si l'idée de « remplacer » le poisson sauvage par du poisson d'élevage est largement diffusée par les industriels du secteur, l'aquaculture revient en réalité à pêcher du poisson sauvage pour nourrir les poissons élevés dans les fermes aquacoles. Elle représente donc une pression de pêche supplémentaire non négligeable sur les poissons sauvages avec un ratio moyen de 2,5 kg de poissons pêchés pour nourrir 1 kg de poissons d'élevage.

En plus des conséquences environnementales dramatiques (pollution de l'eau, maladies liées à l'extrême concentration dans les élevages qui se propagent, accroissement de la déforestation pour alimenter les poissons d'élevage), l'aquaculture présente des conditions d'élevage désastreuses pour les poissons et génératrices de souffrance (promiscuité, amoncellement de déjections, etc.).

100 AVOIR LE MÊME NIVEAU D'EXIGENCE DE BIEN-ÊTRE POUR LES POISSONS EN ÉLEVAGE QUE POUR LES ANIMAUX TERRESTRES

Il est important de se baser notamment sur 5 piliers du bien-être des animaux aquatiques : l'enrichissement de l'environnement, la composition des aliments, les besoins en espace et donc la densité de la population, la qualité de l'eau et l'étourdissement avant

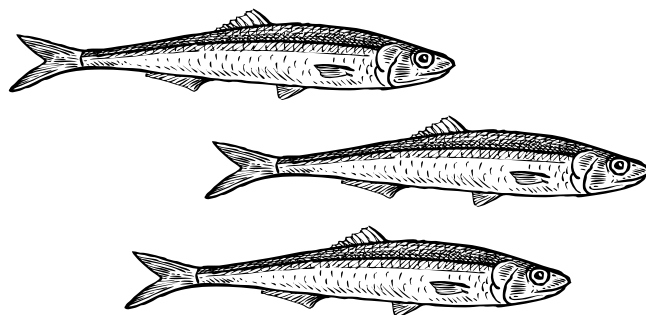
abattage. D'autres préoccupations doivent être le transport, la manipulation et les traitements médicaux.

101 DIMINUER AU MAXIMUM L'INCIDENCE DE L'AQUACULTURE SUR L'ENVIRONNEMENT

Il convient de limiter les traitements antibiotiques et d'exiger la réversibilité et des compensation des effets environnementaux de la conversion des espaces naturels en fermes d'élevage, ainsi que de limiter la taille des exploitations (interdiction des fermes usines). Par ailleurs, pour limiter son incidence sur la surpêche en mer, le recours à l'aquaculture doit rester limité et privilégier les espèces de bas niveau trophique comme les poissons herbivores.

102 ETUDIER ET METTRE EN ŒUVRE DES MÉTHODES D'ÉLEVAGE, DE TRANSPORT, D'INSENSIBILISATION ET DE MISE À MORT PLUS DOUCES POUR LES POISSONS

Au niveau européen, pousser pour un encadrement de l'élevage, du transport et de la mise à mort des poissons, tout comme il existe des législations sur les mammifères et oiseaux.





06.

ANIMAUX UTILISÉS POUR LE DIVERTISSEMENT

Les animaux sont encore trop souvent utilisés pour nous «divertir» : dans les cirques, les zoos, les delphinariums, les hippodromes, pour faire de l'équitation ou à l'occasion de 'corridas'. A l'opposé de l'argument très utilisé de 'traditions' qui ne sauraient être remises en cause, nous proposons des mesures qui permettent de garantir le bien-être des animaux.

Interdire la corrida et les combats de coqs

103 INTERDIRE LA CORRIDA ET LES COMBATS DE COQS

via la suppression de l'alinéa 7 de l'article 521-1 du Code pénal.

La corrida est actuellement encore autorisée dans 10 départements en France : Aude, Bouches-du-Rhône, Gard, Gers, Gironde, Hérault, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées et Pyrénées-Orientales.

Les combats de coqs restent autorisés dans le Nord, le Pas-de-Calais, dans les Antilles et à la Réunion.

Dans l'attente de l'application pleine et entière de cette interdiction, **interdire le spectacle des corridas et combats de coqs aux moins de 16 ans**, dans un souci de protection des enfants qui ne doivent plus être exposés à de telles situations de violence.

104 ARRÊTER IMMÉDIATEMENT TOUTE SUBVENTION AUX CORRIDAS ET ÉLEVAGES TAURINS DÉDIÉS

Des cirques sans animaux sauvages

105 RENFORCER LES MESURES POUR METTRE FIN À LA PRÉSENCE D'ANIMAUX SAUVAGES DANS LES CIRQUES

La Loi du 30 novembre 2021, visant à lutter contre la maltraitance animale, fixe l'interdiction d'ici 2028 de la détention et du spectacle d'animaux sauvages dans les cirques itinérants

et d'ici 2023 l'interdiction de l'acquisition et la reproduction de ces animaux. Nous proposons que cette interdiction s'applique au plus tôt à tous les cirques, dès lors que des places sont disponibles dans des structures d'accueil adaptées pour accueillir ces animaux.

En attendant la pleine interdiction, **promouvoir le cirque sans animaux sauvages.**

- 106 INTERDIRE LE DRESSAGE ET LES SPECTACLES DES ANIMAUX SAUVAGES, AINSI QUE D'AUTRES MISES EN CONTACT DIRECTES ENTRE PUBLIC ET ANIMAUX SAUVAGES**
 - 107 INTERDIRE IMMÉDIATEMENT (ET NON DANS 2 ANS) LA REPRODUCTION ET LES NOUVELLES ACQUISITIONS D'ANIMAUX SAUVAGES POUR LES CIRQUES ET DELPHINARIUMS**
 - 108 METTRE EN PLACE UN FONDS DÉDIÉ À LA CRÉATION, À L'EXTENSION ET AU FONCTIONNEMENT DES STRUCTURES D'ACCUEIL POUR LES ANIMAUX SAUVAGES ET LES CÉTACÉS**
- Ce soutien pourra aussi être logistique, tel que le transport à destination des associations et refuges par exemple.
- 109 ACCOMPAGNER FINANCIÈREMENT LA RECONVERSION DU PERSONNEL DES CIRQUES ET DELPHINARIUMS**
 - 110 CONTRÔLER ET AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE ET DRESSAGE DES ANIMAUX DOMESTIQUES DANS LES CIRQUES**

Mettre fin aux delphinariums

Dans la nature, les orques et dauphins évoluent dans de larges territoires qui leurs permettent d'effectuer plusieurs activités rendues impossibles dans l'espace exigu de bassins. Affaissement de l'aileron dorsal, perturbation du système d'écholocation, maladies pulmonaires, ulcères et problèmes dermatologiques marquent la vie captive de ces cétacés. Ils développent une agressivité engendrant régulièrement des drames, des infanticides et des bagarres extrêmement violentes. Ces cétacés sont sujets au stress, à l'ennui et à la dépression. Ils adoptent des gestes stéréotypés et répétitifs comme le fait de mâchouiller les barrières et les murs en béton ou de se taper la tête contre les parois du bassin. Pour pallier ces problèmes, les cétacés reçoivent des doses importantes d'anxiolytique et d'antidépresseur.

Si la loi contre la maltraitance animale prévoit que les spectacles de dauphins ou d'orques seront interdits à partir de 2026, sa mise en œuvre doit être précisée.

- 111 INTERDIRE LES SPECTACLES INCLUANT DES CÉTACÉS ET STOPPER L'IMPORTATION ET L'EXPORTATION DE CÉTACÉS ENTRE LA FRANCE ET UN PAYS TIERS, NOUS METTRONS ÉGALEMENT FIN AUX PROGRAMMES DE REPRODUCTION ET D'ÉCHANGE ENTRE LES DIFFÉRENTS DELPHINARIUMS**
- 112 ENCOURAGER ET ACCOMPAGNER LA CRÉATION DE SANCTUAIRES OU REFUGES MARINS POUR ACCUEILLIR LES CÉTACÉS CAPTIFS**

Viser la mise en semi-liberté ou liberté de l'ensemble des cétacés aujourd'hui détenus d'ici 5 ans. En dehors des sanctuaires ou refuges, interdire la détention de cétacés marins en captivité.

Un comité de suivi sera créé pour élaborer des scénarios de remise en liberté ou en semi-liberté pour chacun des cétacés captifs sur le territoire.

113 PLAIDER POUR UNE EXTENSION MONDIALE DE L'INTERDICTION DE LA CAPTURE DE DAUPHINS, D'ORQUES ET DE MARSOUINS

Mieux protéger les animaux dans les zoos

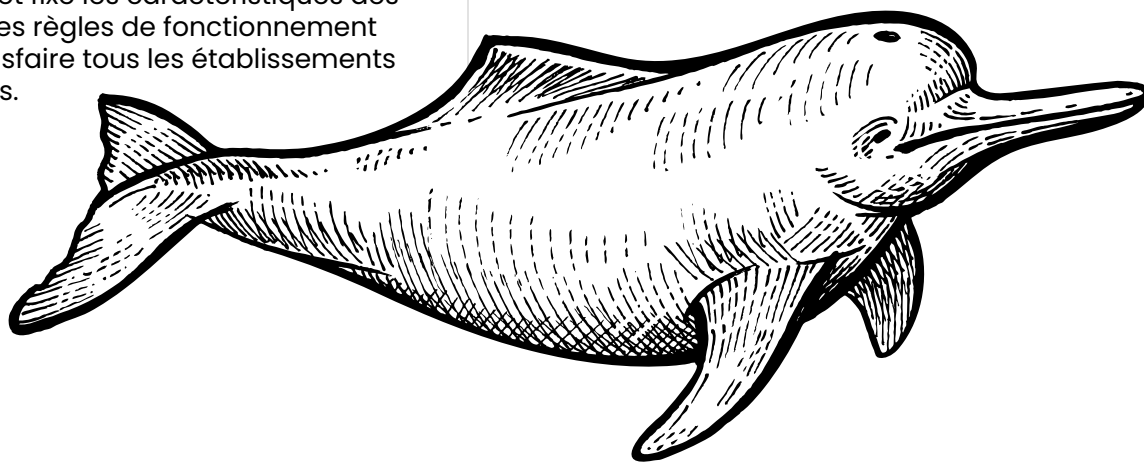
114 ENCADRER PLUS FORTEMENT LA PRÉSENTATION DES ANIMAUX DANS LES ZOOS AFIN D'ASSURER QUE LEURS BESOINS SONT ASSURÉS

Assurer par des contrôles inopinés le respect de l'arrêté en date du 25 mars 2004 qui transpose en droit français la directive européenne dite « Directive zoos » et fixe les caractéristiques des installations et les règles de fonctionnement que doivent satisfaire tous les établissements zoologiques fixes.

Cette dernière pose de nombreuses bases de protection (sécurité des animaux, bien-être, pédagogie vis-à-vis du public sur la biodiversité, participation à la conservation des espèces animales...) mais n'est pas toujours respectée.

115 CONDUIRE UN AUDIT NATIONAL SUR LA DURÉE DU MANDAT POUR ASSURER LE RESPECT DES CONDITIONS DE VIE DES ANIMAUX ET DES OBJECTIFS DE SENSIBILISATION À LA FAUNE SAUVAGE

A l'exception d'éventuels programmes de conservation à justifier par un encadrement scientifique national ou international, il est urgent de mettre fin à la détention des espèces dont les exigences sont très manifestement incompatibles avec la détention : dauphins et orques, grands félins, ursidés, éléphants, grands singes... Les critères seront établis avec des zoologistes et expert-es en comportement et aboutiront à une liste d'espèces à ne plus reproduire et donc à la fin progressive de leur détention dans les zoos.

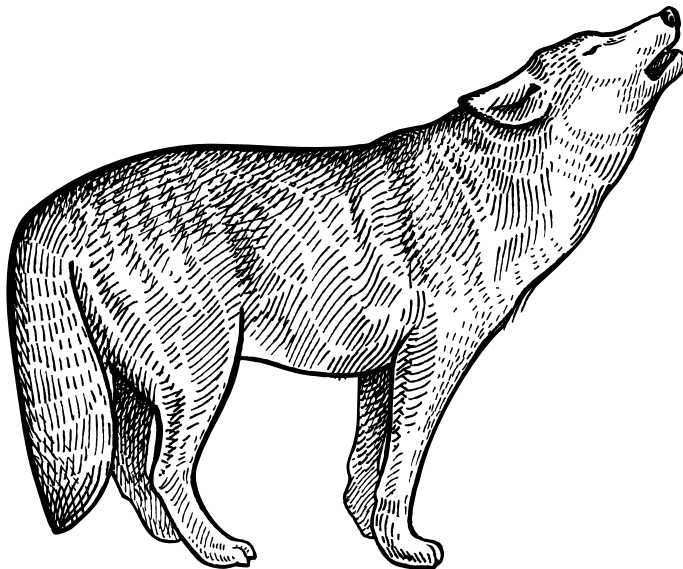


Rappelons que la majorité des espèces présentées dans les zoos ne sont pas des espèces menacées et que l'urgence est à la préservation de l'habitat des animaux.

116 CONDITIONNER LES SUBVENTIONS PUBLIQUES AUX ZOOS À DES CRITÈRES STRICTS

Ces critères seraient des programmes de conservation avérés, la fin de la présentation des espèces aux exigences particulièrement incompatibles avec la détention, la sensibilisation à l'éthologie, la qualité des espaces de détention... Lorsque cela est possible, travailler à la transformation des zoos publics en structures d'accueil (refuge et sanctuaire) pour les animaux sauvages.

Dans le même esprit, il faut revenir vers un taux normal de TVA à 20% les structures à but lucratif reposant sur la captivité animale.



Réformer le secteur équestre pour un meilleur bien-être des chevaux

117 ENCADRER LE TRAVAIL DES CHEVAUX, NOTAMMENT DANS LES HIPPODROMES ET POUR LEUR DRESSAGE

D'autres sports équestres sont concernés, comme le saut d'obstacle, le cross, etc. Il faut notamment envisager une plus grande limitation de l'utilisation de la cravache en raison des dommages physiques pouvant être infligés aux chevaux de courses. Par ailleurs, la question de la réforme et de la retraite de ces chevaux est fondamentale car beaucoup sont ensuite consommés dans l'alimentation...

118 CONDITIONNER LES AUTORISATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'OUVERTURE DE CENTRES ÉQUESTRES ET PENSIONS À DES CRITÈRES D'ESPACES ADAPTÉS

Sont notamment visés l'accès au plein air et autres espaces, la construction d'écuries actives ou écuries ouvertes ; ou a minima la mise en place de paddock accolés aux boxes. Il faudra abonder les investissements en ce sens, ainsi que les guides techniques pendant la période de transition (à définir).

119 METTRE PROGRESSIVEMENT FIN AUX BALADES À PONEY EN VILLE

Ces poneys sont trop souvent attachés toute la journée sur un point fixe ou forcés à des tours brefs et redondants dans des zones où la pollution de l'air peut être forte. Ce travail des poneys doit être encadré par des spécialistes et donc dans des centres équestres, ce qui est plus aisé dans les communes rurales.

07.

ANIMAUX DE COMPAGNIE ET DE TRAVAIL

La France est championne des abandons d'animaux. Il faut sortir de l'idée d'animal-marchandise et privilégier la mise en contact avec les associations de protection animale pour l'adoption ainsi que les élevages français qualifiés qui devront contribuer au financement de la lutte contre les abandons. De nombreuses mesures doivent également nous permettre d'améliorer notre cohabitation avec les animaux de compagnie et les soins que nous leur apportons.

Lutter contre les abandons et la maltraitance

120 CRÉER UN PERMIS PERMETTANT DE DÉTENIR UN ANIMAL

Un tel permis ne serait pas conditionné à l'obtention d'un « examen » mais serait délivré d'office dès l'acquisition de l'animal. Ce système existe déjà en Wallonie : toute personne peut, a priori, détenir un animal.

L'avantage est de pouvoir agir rapidement en retirant le permis et donc l'animal en cas de constatation des faits de maltraitance.

121 AFIN DE LUTTER CONTRE LES ABANDONS ET MALTRAITANCES D'ANIMAUX DOMESTIQUES, METTRE EN PLACE UN LIVRET ANIMAL FAMILIAL

Sur le principe d'une "carte grise", il permettra le suivi, l'identification des animaux (physique, généalogique, génétique) de leur propriétaire et leur déclaration en préfecture.

122 FAIRE UN GRAND PLAN NATIONAL POUR LUTTER CONTRE LES ABANDONS, RENFORCER LES AIDES D'ÉTAT AUX REFUGES ET FAVORISER LES REFUGES PUBLICS OU ASSOCIATIFS POUR LES FOURRIÈRES

123 RENFORCER LE RÔLE DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION ANIMALE DANS LE CONTRÔLE DU RESPECT DES ANIMAUX DE COMPAGNIE

Cf. article 2-13 du Code de procédure pénale.

124 METTRE EN PLACE DES AUTORISATIONS D'EXERCER AVEC L'ÉNERGIE ANIMALE À DES CRITÈRES STRICTES D'HÉBERGEMENT, D'ALIMENTATION, DE SOINS ET DE RETRAITE

Ces critères seront établis avec les représentants des professionnel·les du secteur (travaux agricoles, débardage, transport, animaux de randonnée, bâtés ou montés...). La labellisation pourra permettre de valoriser les bonnes pratiques.

Mieux cohabiter avec nos animaux de compagnie

125 DÉFINIR DES CONDITIONS MINIMALES DE BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES DE COMPAGNIE ET DES ÉQUIDÉS ET LES COMMUNIQUER AUPRÈS DU GRAND PUBLIC

126 FACILITER L'ADMISSION DES ANIMAUX DE COMPAGNIE DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES (EHPAD) OU DANS LES FOYERS D'HÉBERGEMENTS D'URGENCE ET LES CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE (CHRS)

et dans l'ensemble des établissements sociaux et médico-sociaux

127 MENER UN AUDIT DES CONDITIONS D'ÉLEVAGE, DE TRAVAIL ET DE RETRAITE DES CHIENS D'ASSISTANCE AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

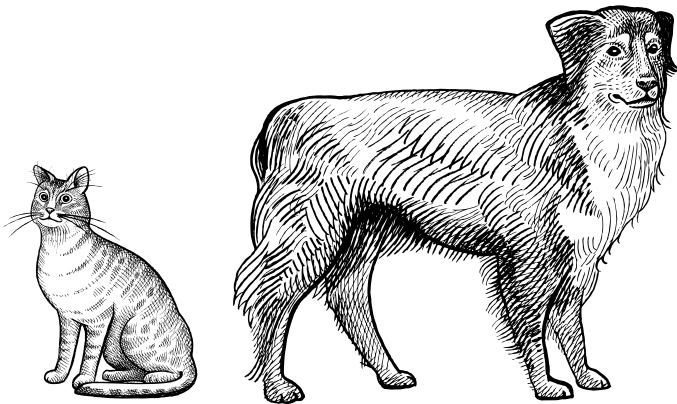
128 FAVORISER UNE MEILLEURE ACCESSIBILITÉ DES ANIMAUX DE COMPAGNIE DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN, PARCS, PLAGES, MAGASINS, GÎTES...

Il est nécessaire d'imposer le respect de l'accessibilité réglementaire aux chiens guides, écouteurs, d'assistance et d'accompagnement social.

Deux autres enjeux sont la lutte contre les abandons d'animaux et la préservation d'un lien social pour leurs propriétaires.

129 METTRE EN PLACE UN PROGRAMME DE STÉRILISATION DES « CHATS LIBRES » ET SENSIBILISER LES HABITANTES ET HABITANTS À LA STÉRILISATION ET À L'IDENTIFICATION DES CHATS DOMESTIQUES

Depuis le 1er janvier 2015, les chats « errants » doivent de préférence être stérilisés et identifiés. Pour les chats sans propriétaire, le ou la maire peut faire procéder à la stérilisation et à l'identification par ses propres services ou dans le cadre d'une convention avec une association avant qu'ils ne soient relâchés sur leur lieu de vie. Ces chats passent alors du statut de « chats errants » à celui de « chats libres », qui leur donne un droit de « cité ». Ils sont en meilleure santé car ils se bagarrent moins et ont moins de besoins alimentaires, n'ayant plus de progéniture à nourrir. Les campagnes de stérilisation ont comme effet de réduire le nombre de chats et les nuisances que la surpopulation féline provoque.



Pour sensibiliser le plus grand nombre à la stérilisation et identification des animaux, des campagnes d'information à destination de la population peuvent être mises en place pour lutter contre l'abandon des animaux domestiques et pour sensibiliser à la nécessité d'identifier et stériliser les félins, en déconstruisant les croyances erronées sur la stérilisation.

130 OBLIGER PROGRESSIVEMENT LES PROPRIÉTAIRES À STÉRILISER LEURS ANIMAUX

Une fiscalité dédiée pourrait inciter les détenteurs et détentrices d'animaux à la stérilisation.

131 OBLIGER LES MUNICIPALITÉS À METTRE EN PLACE DES ESPACES DE VIE ET NOURRISSAGE POUR LES CHATS LIBRES, EN LIEN AVEC LES ASSOCIATIONS ET COMITÉS DE QUARTIERS

Il faudra également demander de multiplier les espaces canins pour les chiens domestiques.

132 METTRE EN PLACE UN DISPOSITIF DE SOUTIEN POUR LE PAIEMENT DES FRAIS DE VÉTÉRINAIRE SOUS CONDITION DE REVENU

Le rôle de l'Etat est d'aider les plus démunis à avoir une aide aux soins pour leurs animaux. Cela évitera des abandons et des recours à des euthanasies par manque de moyens de la part des propriétaires.

133 BAISSER LA TVA SUR LES SOINS VÉTÉRINAIRES ET LES MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES EN PHARMACIE À 5,5% AU LIEU DE 20% ACTUELLEMENT

134 MIEUX FINANCER L'AIDE ANIMALIÈRE POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

La prise en charge de l'aide animalière de la prestation de compensation du handicap en fonction des ressources annuelles du bénéficiaire reste insuffisante. Afin de ne pas précariser davantage les personnes et les animaux concernés, il est important d'améliorer cette prise en charge par l'Etat.

135 ASSURER UN PLUS GRAND ET PLUS PÉRENNE FINANCEMENT AUX REFUGES, ASSOCIATIONS ET AUTRES ACTEURS ET ACTRICES DE LA PROTECTION DES ANIMAUX DOMESTIQUES

136 AU VU DE L'EXPLOSION DE LA DEMANDE, METTRE EN PLACE DES MESURES POUR LA RETRAITE DES ÉQUIDÉS ET ANIMAUX DE FERME

Des centres d'hébergement temporaire pourront être créés pour éviter l'abattage et l'abandon lié au manque de lieux disponibles.

Il pourra être envisagé de créer un fonds de retraite pour tous les chevaux domestiques, que toute personne propriétaire doit abonder, de manière à assurer la fin de vie des animaux.

137 PASSER DES CONVENTIONS AVEC LES ACTEURS DE L'ÉQUARRISSAGE AFIN DE PRENDRE EN COMPTE LES DEMANDES DES PROPRIÉTAIRES QUI SOUHAITENT QUE LES CORPS DE LEURS ANIMAUX (CHEVAUX, ÂNES, CHÈVRES...) SOIENT EMMENÉS LE PLUS RESPECTUEUSEMENT POSSIBLE

Encadrer la vente d'animaux

138 ENCADRER STRICTEMENT LES CONDITIONS D'ÉLEVAGE ET DE DÉTENTION DES ANIMAUX VENDUS EN ANIMALERIE

Si les chiens et chats sont interdits à la vente en animalerie à partir de 2024, les rongeurs et oiseaux seront toujours vendus. Il importe de s'assurer qu'ils ne soient pas détenus dans des cages minuscules, par exemple.

139 INTERDIRE LA VENTE D'ANIMAUX DE COMPAGNIE À CRÉDIT

140 INTERDIRE LA PUBLICATION D'OFFRES DE CESSION D'ANIMAUX DE COMPAGNIE SUR LES SITES GÉNÉRALISTES TYPE LEBONCOIN

Ce mode de vente/cession via des sites généralistes, bien qu'il ait été davantage encadré grâce à la Loi Maltraitance animale, continue de banaliser l'acte d'acquisition d'animaux de compagnie. Les dérives de la vente d'animaux de compagnie en ligne continuent.

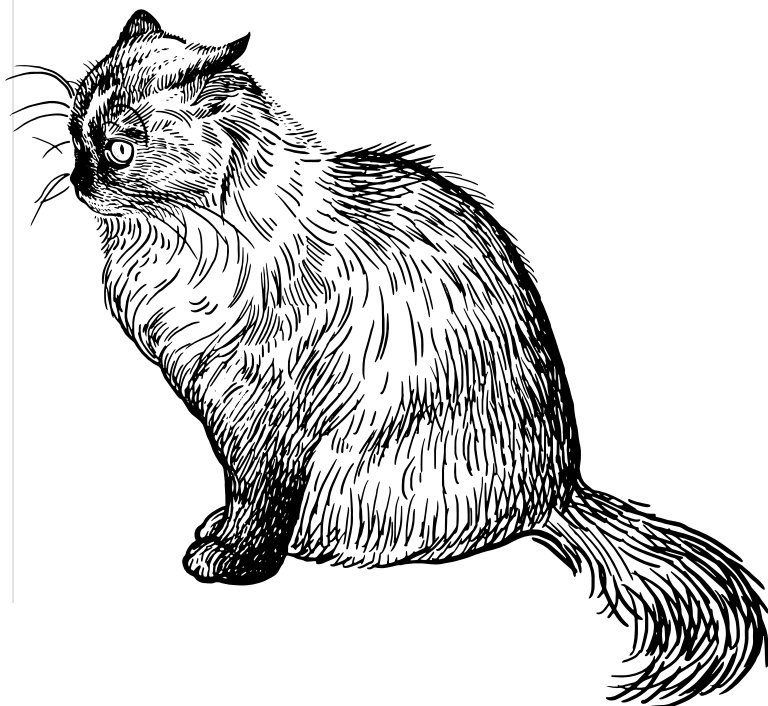
141 LIMITER LA PUBLICITÉ DANS LE BUT DE COMMERCIALISER DES ANIMAUX AUX SEUL-ES ÉLEVEURS ET ÉLEVEUSES ET AUX REFUGES AGRÉÉS

Cette publicité pourra être faite uniquement via une revue spécialisée ou un site internet spécialisé et édité par le ministère de la Condition animale ou les éleveurs, éleveuses et refuges agréés.

142 MIEUX ENCADRER LE COMMERCE D'ANIMAUX DOMESTIQUES ET LUTTER CONTRE LEUR TRAFIC EN RENFORÇANT LES MOYENS ALLOUÉS À LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC D'ANIMAUX

143 INTERDIRE LA VENTE DES AQUARIUMS DE PETITE TAILLE

Le volume minimum pourra être fixé à 40 litres. Cela concerne particulièrement les "aquariums-boules" des poissons rouges.

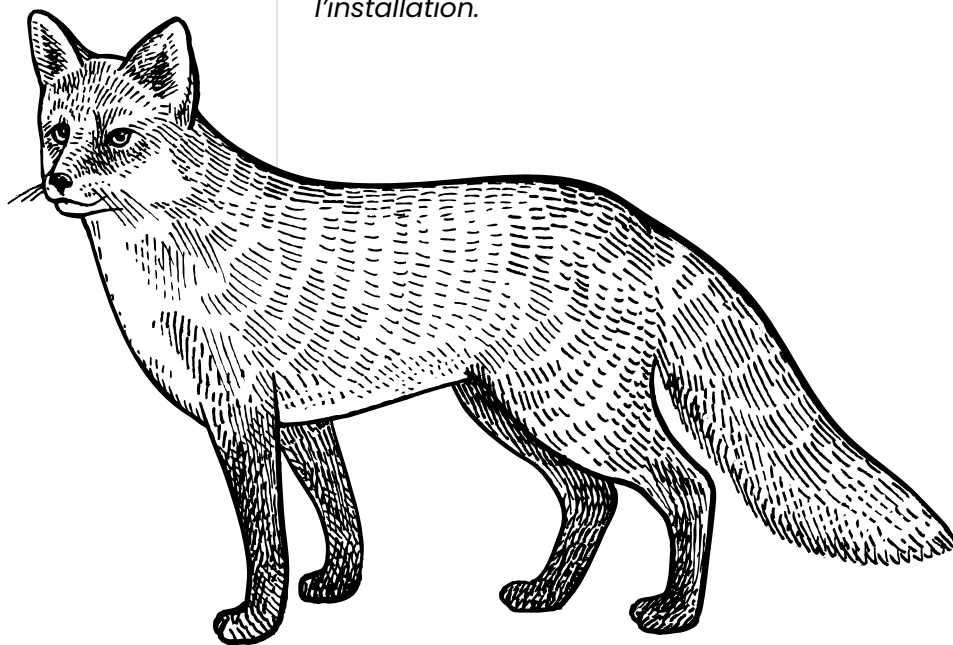


08.

COHABITER AVEC LES ANIMAUX SAUVAGES

Penser la cause animale amène à reconnaître les animaux dans leur individualité mais aussi comme composante d'un écosystème. Notre vision est celle d'une cohabitation pacifique avec tous les animaux. Notre existence dépend des relations que nous entretenons avec les vivants dans toute leur diversité.

Face à l'effondrement de la biodiversité, la responsabilité des élues locales et des élus locaux est de tout mettre en oeuvre pour, non seulement limiter l'impact des activités humaines sur les écosystèmes, mais aussi pour permettre à ces écosystèmes de conserver leur équilibre naturel car nous en dépendons tous, animaux humain-es, non-humain-es ou végétaux. L'enjeu est de ré-ensauvager nos territoires et de permettre aux habitats naturels de se régénérer et de permettre le retour des espèces endémiques locales. Cela ne signifie pas l'arrêt de toute activité, mais de toujours en questionner l'usage, la conception et l'installation.



Vers un autre rapport aux animaux sauvages

144 ÉTENDRE LE STATUT JURIDIQUE DE L'ANIMAL À LA FAUNE SAUVAGE

Voir détail indiqué dans la partie Droit animalier en début de document.

145 METTRE FIN AU CLASSEMENT DES « ESPÈCES SUSCEPTIBLES D'OCCASIONNER DES DÉGÂTS » (ESOD) SUR TOUT LE TERRITOIRE

Renard, belette, pie bavarde, geai des chênes...etc., sont autant d'animaux pouvant être « détruits », selon certaines périodes et modalités définies par arrêté. Pour la régulation de ces espèces, hors période de chasse ou sur des territoires non chassés et non chassables, le ou la préfet·e a tous pouvoirs. On parle alors de « destructions administratives ». Ces espèces ne devraient pas être chassées et ont un rôle écologique et des intérêts à préserver. Les éventuels dégâts aux cultures ou élevages ne doivent plus justifier de tuer ces animaux et des mesures alternatives permettant la cohabitation doivent être trouvées.

146 CRÉER DES RÉSERVES NATURELLES OÙ LA CHASSE ET LA PÊCHE SONT INTERDITES ET ÉTENDRE LES INTERDICTIONS DE CHASSE ET DE PÊCHE À DE NOUVELLES ZONES DE TRANQUILLITÉ

147 SOUTENIR LES CENTRES DE SOIN EXISTANTS ET CRÉER DE NOUVEAUX CENTRES DE SOINS ASSOCIATIFS POUR ACCUEILLIR ET SOIGNER LA FAUNE SAUVAGE

Ces centres de soins viennent en aide aux animaux sauvages en détresse afin de les

soigner pour les relâcher dans la nature. Les cliniques vétérinaires n'ont pas les autorisations pour soigner les animaux sauvages et peuvent uniquement apporter les premiers secours et les particuliers n'ont pas le droit de recueillir des animaux sauvages, ni de les transporter et de les déplacer.

L'objectif est de se rapprocher d'un maillage fin au plus près des territoires, par exemple avec un centre de soin par département.

Il faudra également mener des campagnes de sensibilisation aux gestes à avoir en cas de rencontre avec un animal blessé.

148 AUGMENTER LES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA FAUNE SAUVAGE

149 POUR FAIRE RÉELLEMENT RESPECTER LE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ET PROTÉGER LES ANIMAUX SAUVAGES ET LEURS HABITATS, RENFORCER LES SERVICES DE CONTRÔLE DE L'ÉTAT ET DE SES OPÉRATEURS ET ALLOUER DES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS PUBLICS À LA SURVEILLANCE DES ESPACES PROTÉGÉS

maritimes et terrestres, ainsi qu'au contrôle des activités industrielles et agricoles

150 SOUTENIR LA RESTAURATION DES ÉCOSYSTÈMES ET RÉINTRODUIRE DES ESPÈCES DISPARUES,

en concertation avec les acteurs, actrices de chacun de nos territoires.

Renforcer les écosystèmes et développer l'écotourisme en retrouvant les ours, lynx,

grands ongulés, vautours et autres rapaces, poissons innombrables dans les rivières. Les bienfaits des écosystèmes plus complets sont nombreux : bien-être et équilibre psychique (diminution des dépenses de santé), production d'eau potable, stockage du carbone atmosphérique, lutte contre les espèces invasives, production de biomasse marine, diminution des impacts du loup sur les élevages, emplois non délocalisables...

Protéger les animaux en luttant contre les principales causes de l'effondrement de la biodiversité

151 LUTTER CONTRE LE TRAFIC D'ANIMAUX SAUVAGES

Le trafic d'animaux sauvages est le troisième trafic le plus lucratif au monde. Il est dévastateur pour les espèces et source de grandes souffrances pour les animaux. Il s'appuie souvent sur l'ignorance des personnes et la cupidité des trafiquant-es. Il est indispensable de renforcer l'information des citoyen-ne-s et de se donner les moyens, notamment législatifs, de supprimer les trafics.

Informier et sensibiliser

- Rendre obligatoire un étiquetage qui mentionne le type d'animal utilisé et sa provenance sur tous types d'objets (vêtement, accessoires, mobiliers, bibelots, bijoux, etc.)
- Sensibiliser l'opinion et faire évoluer les comportements grâce à des campagnes

nationales d'information dans le but de réduire la demande de parties et de produits dérivés d'animaux sauvages ainsi que la possession d'animaux sauvages (NAC). De nombreux consommateurs et consommatrices de produits dérivés d'animaux sauvages n'ont en effet pas conscience de la cruauté ni de l'impact écologique du trafic d'espèces sauvages.

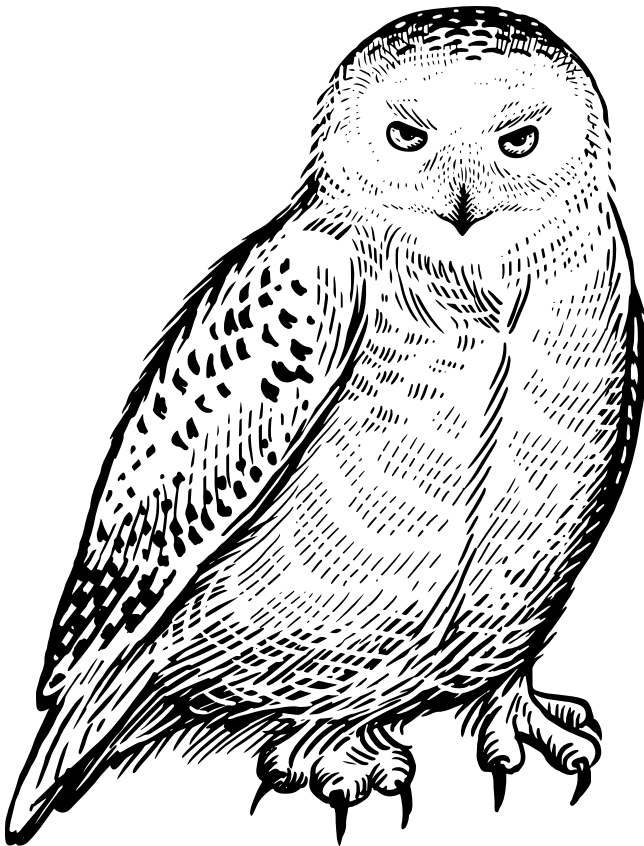
Contrôler et punir

- Interdire l'importation d'animaux sauvages non locaux/endémiques sur le territoire français ainsi que la commercialisation de toutes parties de leur corps et des produits dérivés de leur exploitation.
- Renforcer les sanctions contre le trafic individuel et en bande organisée des espèces sauvages protégées.
- Garantir la mise en application effective des réglementations à travers la formation des agents de douanes et des forces de l'ordre chargées de veiller au respect des lois relatives à la faune sauvage. Former les agent-es des douanes afin qu'ils et elles soient en mesure d'identifier la contrebande d'animaux vivants et de produits dérivés d'espèces sauvages et de lutter contre le braconnage et le trafic d'animaux à l'échelle internationale.
- Mettre en place un centre inter-services de renseignement sur la criminalité liée à la faune sauvage dans le but de démanteler des groupes criminels impliqués dans le très lucratif trafic d'espèces sauvages et de produits dérivés.
- Obliger les sites de vente en ligne à protéger les espèces menacées en travaillant avec

les autorités de lutte contre la fraude pour arrêter les cyber-criminel·les, en interdisant la vente de produits fabriqués à partir d'espèces sauvages menacées et en faisant la publicité des lois existantes contre le commerce illicite.

International

- Renforcer la protection des animaux sauvages au plan individuel, de ses populations et de leurs habitats par des accords internationaux.



152 INTERDIRE TOUTE IMPORTATION DE TROPHÉE DE CHASSE D'ANIMAUX EXOTIQUES POUR LUTTER CONTRE LA CHASSE ET LE BRACONNAGE D'ANIMAUX SAUVAGES À L'ÉTRANGER

153 LUTTER CONTRE LA DÉFORESTATION IMPORTÉE, RESPONSABLE DE LA DESTRUCTION DE L'HABITAT DE NOMBREUX ANIMAUX DANS LE MONDE

154 INCLURE DES RÈGLES POUR LA COHABITATION AVEC LES ANIMAUX DANS LES PLANS LOCAUX D'URBANISME (PLU) POUR REPENSER L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE COMMUNAL ET INTERCOMMUNAL EN FONCTION DE TOUS SES HABITANTS NON-HUMAINS

155 STOPPER L'ARTIFICIALISATION DES SOLS EN CONTRÔLANT LA PROGRESSION DES OBJECTIFS FIXÉS EN 2021 ET LANCER LA RECONQUÊTE PAR LA MULTIPLICATION DE NOUVEAUX ESPACES DE PLEINE TERRE

La politique de zéro artificialisation nette doit être mise en œuvre concrètement et immédiatement afin d'arrêter la destruction des écosystèmes et des habitats de nombreux animaux.

156 SENSIBILISER ET INCITER LES PROPRIÉTAIRES À CONTRIBUER AUX POLITIQUES DE CONTINUITÉ DES HABITATS POUR LA FAUNE SAUVAGE, EN LIMITANT LES CLÔTURES OU EN Y LAISSANT DES PASSAGES

157 AFFIRMER LES PRINCIPES DE «ÉVITER – RÉDUIRE – COMPENSER» EN METTANT L'ACCENT SUR UNE PRIORITÉ À «ÉVITER» LA DESTRUCTION DES MILIEUX ET DES HABITATS DES ANIMAUX

158 IMPOSER LA RÉALISATION DE TRAMES VERTE (VÉGÉTATION), BLEUE (EAUX), BRUNE (SOLS VIVANTS), NOIRE (ABSENCE DE POLLUTION LUMINEUSE) ET BLANCHE (LIMITATION DE LA POLLUTION SONORE) AUX INTERCOMMUNALITÉS

159 VÉGÉTALISER LES MURS ET BÂTIMENTS PUBLICS NATIONAUX

avec du lierre, de la glycine, du houblon ou de la vigne vierge et en végétaliser les cours, au minimum avec des jardinières

160 INTÉGRER L'INCLUSION DE NICHOS POUR OISEAUX ET/OU CHIROPTÈRES LORS DE LA RÉNOVATION THERMIQUES DES BÂTIMENTS

privés comme publics (maisons, immeubles, entreprises, établissements scolaires, bâtiments publics, etc.) selon plan d'action déterminé avec une association locale spécialisée (LPO, CPEPESC...)

161 INTERDIRE À L'ÉCHELLE NATIONALE TOUTE TAILLE, FAUCHAGE OU ÉLAGAGE DES ARBRES ET BUISSONS ENTRE LA MI-MARS ET LE MOIS DE SEPTEMBRE, AUSSI BIEN POUR LES COLLECTIVITÉS, LES ENTREPRISES OU LES HABITANTES ET HABITANTS

Cette protection est fondamentale pour de nombreux oiseaux, insectes et mammifères qui meurent sous ces pratiques.

162 CRÉER UN RÉSEAU DE FORÊTS EN ÉVOLUTION LIBRE (NON CULTIVÉE) AVEC UN OBJECTIF DE COUVRIR AU MOINS 10% DE LA SURFACE FORESTIÈRE DE CHAQUE RÉGION

pour augmenter la biodiversité (insectes, champignons, lichens, oiseaux...) liée aux vieux peuplements et bois morts. Cette mesure sera étendue à d'autres écosystèmes terrestres et marins pour permettre aux animaux et végétaux d'évoluer librement sur ces territoires.

163 VISER UN OBJECTIF 100% AGROÉCOLOGIE ET AGRICULTURE BIO POUR 2050

car les pesticides sont un des principaux facteurs expliquant l'effondrement de la biodiversité et donc la mort de nombreux animaux

164 DÉVELOPPER LES CORRIDORS ÉCOLOGIQUES EN SOUTENANT FINANCIÈREMENT DES DISPOSITIFS DE PROTECTION DES ANIMAUX SUR LES AXES ROUTIERS ET FERROVIAIRES OU LES RIVIÈRES AVEC TRAVERSÉE D'ANIMAUX

(ralentisseurs, radars anticollision, passage dédiés, dispositifs d'alerte en cas d'accident, éco-ponts, etc.)

Les routes qui sillonnent et fragmentent les habitats des animaux sont responsables de la mort d'innombrables animaux (oiseaux, mammifères, batraciens, reptiles, etc.).

165 INTERDIRE LA MISE EN PLACE D'ÉOLIENNES DANS LES LIEUX PARTICULIÈREMENT FRÉQUENTÉS PAR LES ANIMAUX TERRESTRES ET MARINS

Sont concernés les couloirs migratoires des oiseaux et chauves-souris ainsi qu'à l'intérieur et à proximité des zones Natura 2000.

Si un projet est réalisé, s'assurer de la mesure d'impact réel pour confirmer ou corriger les études et proposer des mesures d'atténuation de l'impact.

Mieux connaître les animaux pour mieux cohabiter

166 DANS TOUTES LES RÉGIONS, ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DE FORMATIONS POUR QUE LES CITOYENNES ET CITOYENS APPRENNENT À CONNAÎTRE LES ANIMAUX DE LEURS VILLES ET VILLAGES

L'école régionale de la biodiversité en Île-de-France pourra servir de modèle.

167 AGIR POUR UNE COHABITATION RÉFLÉCHIE ENTRE L'AGROPASTORALISME ET LES GRANDS PRÉDATEURS

Il importe que la cohabitation entre les activités humaines et la présence des prédateurs sur nos territoires trouve son équilibre. La responsabilité humaine est double : protéger les troupeaux d'animaux domestiques et assurer la pérennité des espèces animales sauvages. Nous développerons des aides importantes, permanentes et systématiques à la protection des troupeaux, des moyens d'accompagnement aux changements de pratiques et d'organisation, et l'expérimentation de nouvelles mesures de protection. Nous mettrons fin aux tirs de prélèvement et quotas de tir, tout en imposant un contrôle plus strict et des sanctions exemplaires, tout cela sous l'égide de l'Office français de la biodiversité.

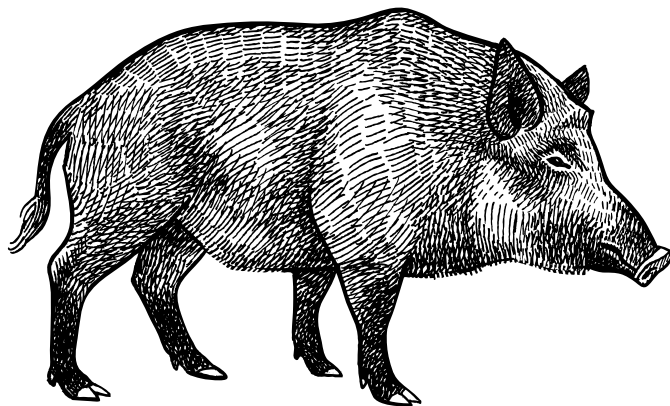
Il faudra étudier ce qui fonctionne bien et ce qui est à éviter pour cette cohabitation et inciter les éleveurs et éleveuses qui respectent le partage de la nature avec les prédateurs à témoigner.

168 POUR PRÉVENIR LES CONFLITS D'USAGE LIÉS À LA NATURE, SOUTENIR LA MISE EN PLACE D'ÉTATS GÉNÉRAUX LOCAUX DES USAGES DE LA NATURE

Afin de prévenir les conflits d'usages liés à la nature (loisirs, élevage, chasse, etc.), un espace de dialogue et de concertation pourrait inclure les différents acteurs et actrices d'un territoire (un ou plusieurs département-s, selon leurs spécificités) :

- acteurs et actrices économiques de la ruralité (agriculture, forêt, pastoralisme, etc.),
- représentant-es des activités de loisirs (randonnées pédestres et cyclistes, promeneurs, cavalière-ers, naturalistes, chasseurs, etc.),
- acteurs et actrices de la protection des espaces naturels (collectivités, conservatoire du littoral ou des espaces naturels, associations de protection de la biodiversité, de protection du paysage, etc.),
- scientifiques (chercheurs et chercheuses si possible locaux) professionnels ou amateurs.

Ces « états généraux » pourraient aboutir à des décisions entre acteurs et actrices de type charte ou engagement moral, voire à des décisions politiques.



169 FAIRE DE L'OBSERVATION DES ANIMAUX SAUVAGES UN FACTEUR PRIVILÉGIÉ DE L'ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE OU DU CADRE DE VIE DES TERRITOIRES, AU MÊME TITRE QUE LE PATRIMOINE HISTORIQUE ET CULTUREL

Il conviendra néanmoins de limiter les dérangements pour les animaux.

170 PROMOUVOIR LE TOURISME « NATURE SAUVAGE » ET ÉCOTOURISME PLUTÔT QUE CELUI DÉVASTATEUR DES ÉCOSYSTÈMES, EN VEILLANT AU RESPECT DES RÈGLES DE COHABITATION AVEC LES ANIMAUX SAUVAGES

et en s'assurant que toutes les activités ne perturbent pas les animaux et leurs habitats. Au Costa-Rica, pays modèle de l'écotourisme, 25% du territoire est protégé grâce aux nombreux parcs nationaux, réserves écologiques, nationales et privées. Les touristes financent l'entretien et la protection des parcs, tout en permettant aux locaux de vivre de l'écotourisme, et cela dans le respect des animaux (limitation du nombre de visiteurs et visiteuses, sentier balisé obligatoire, zones non accessibles aux humains...).

Il faut néanmoins encadrer strictement les pratiques écotouristiques (safaris-photos, nages avec les dauphins, etc.) de façon à limiter au maximum les incidences négatives sur les animaux dans leur environnement.

171 ENCOURAGER ET SOUTENIR LES PRATIQUES DE SPORTS DE NATURE ET LA SENSIBILISATION À LA COHABITATION AVEC LA FAUNE SAUVAGE

Inciter et soutenir le dialogue entre les associations de protection de la nature et les fédérations, clubs et événements sportifs et

encourager la formation des encadrant-es à la connaissance et au respect des animaux et du vivant. Des programmes permettent de sensibiliser les sportifs et les sportives à la cohabitation avec les milieux et les animaux comme par exemple « Neige sauvage » lancé par Mountain Wilderness pour sensibiliser les jeunes aux impacts des sports de neige sur la faune sauvage ou encore « Biodiv Sports » initié par la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) et visant à diffuser sur les plateformes recensant des itinéraires en milieu naturel les informations concernant la présence de la faune sauvage sensible.

Réduire le risque requin en changeant de paradigme

Depuis le début de la "crise requin" à la Réunion en 2011, l'Etat a tué pas moins de 571 requins des deux espèces impliquées dans les attaques dans les eaux réunionnaises : 171 bouledogues et 400 tigres (données au 31 octobre 2021).

Ces animaux tués à grande échelle ont une influence négative sur l'écosystème récifal réunionnais, déjà dans une situation préoccupante. Cette politique de prélèvement a participé à la démultiplication des actions illégales de pêche dans la réserve marine alors même que les attaques ont principalement eu lieu là où se pratiquent les activités de surf et que les études montrent que la répartition spatiale des requins bouledogues est centrée à l'extérieur de la réserve.

Le Conseil scientifique de la réserve est pourtant clair : «il n'a en effet toujours pas été démontré

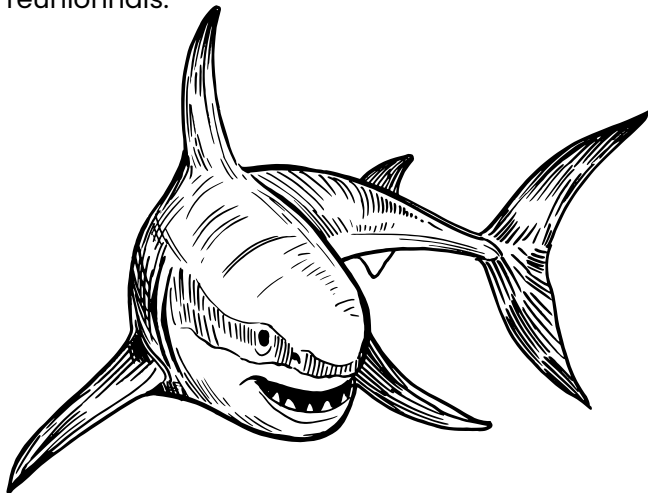
scientifiquement que ces pratiques diminuent le risque requin, alors qu'elles représentent une menace pour l'écosystème récifal".

172 MENER DES ÉTUDES BIOLOGIQUES ET ÉTHOLOGIQUES POUR RENFORCER NOTRE CONNAISSANCE DES COMPORTEMENTS DES REQUINS ET DÉVELOPPER UNE POLITIQUE DE RÉDUCTION DES RISQUES

Cela se fera diminuant les espaces et temps de contact avec les activités marines de loisir. Ces études permettront également d'identifier les facteurs de concentration de requin et d'appliquer des actions pour l'éviter.

173 CONSTITUER UN GROUPE-EXPERT DONT LA MISSION SERA D'ÉLABORER UNE MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION DES RISQUES ET DE MOBILISER LES ENTREPRISES INNOVANTES POUR UN DISPOSITIF DE PRÉVENTION GLOBALE

A terme, non seulement nous devons pouvoir augmenter de manière significative le niveau de sécurisation de la zone maritime littorale mais aussi développer un savoir-faire réunionnais.



174 SOUTENIR ÉCONOMIQUEMENT LES ACTIVITÉS LOURDEMENT PÉNALISÉES

dans les moments favorables à la présence des squales et qui imposent la fermeture des plages

175 ENGAGER UNE RÉFLEXION AUTOUR DE LA PRATIQUE DU SURF ET DES AUTRES SPORTS

Il faut associer les usager-es et les scientifiques (adaptation horaires, zones géographiques, équipements) pour adapter les pratiques à la cohabitation avec la présence de différentes espèces de requins.

176 SENSIBILISER LA POPULATION ET LES PUBLICS CONCERNÉS

pour transmettre les règles élémentaires de prudence et adapter les comportements afin de permettre une meilleure cohabitation avec les requins

177 RENFORCER LE RÉSEAU D'ALERTE ET DE SURVEILLANCE AUX ABORDS DES PLAGES

Nous augmenterons de manière importante les effectifs de vigies requin et le matériel alloué au traitement initial sur la plage (matériel de perfusion d'urgence...).

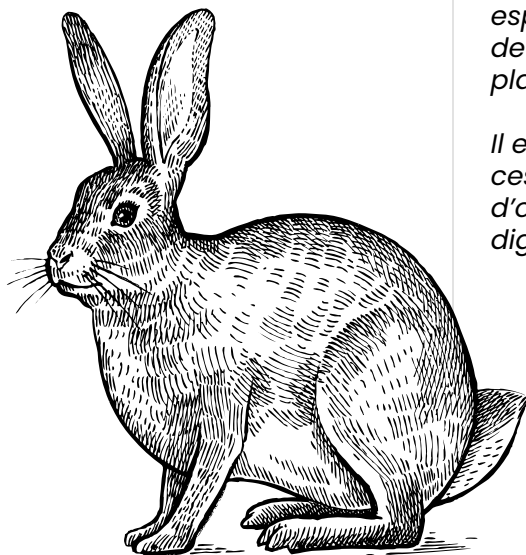
A l'image de l'Australie, nous proposons de déployer une flotte de drones chargée de repérer et surveiller les mouvements des requins à proximité des zones de baignade et de surf.

178 LUTTER CONTRE LA PÊCHE DE REQUINS ET LE BRACONNAGE

dans les zones protégées de la Réserve marine

09.

VIVRE AVEC LES ANIMAUX LIMINAUX



Les animaux sauvages des villes - qu'on appelle aussi les animaux « liminaux », « liminaires » ou « commensaux » - vivent parmi les humain-es, auprès desquel·les ils ont trouvé abri et nourriture (souvent nos déchets). Nous cohabitons de fait avec eux, mais nous avons pris l'habitude de les considérer comme des intrus. Il en est notamment ainsi des rats noirs, des pigeons biset et des lapins de garenne, qui ont subi des décennies de tentatives d'extermination par les moyens les plus violents et les plus cruels (piégeages, empoisonnements, etc.). Ces tentatives sont parfois dangereuses pour les humain-es, les animaux domestiques et les animaux sauvages prédateurs, notamment pour les empoisonnements. Certains, comme le moineau domestique, sont pourtant bien acceptés par la population.

Le caractère liminal d'un animal n'est ni biologique, ni forcément définitif. Il est important de réaffirmer qu'aucun animal n'est nuisible par nature et que c'est l'activité humaine qui favorise le développement des espèces liminales. Les animaux liminaux, devront être reconnus comme tels ; ils ont leur place dans la ville.

Il est temps de porter un regard neuf sur ces animaux qui sont aussi nos « voisins » et d'œuvrer à la mise en place d'une cohabitation digne et enfin pacifiée.

179 RECONNAÎTRE DANS LA LOI QU'AUCUN ANIMAL N'EST NUISIBLE PAR NATURE

C'est l'activité humaine qui favorise le développement des espèces liminales, il faut reconnaître ces animaux et reconnaître leur place dans les villes et villages. Ce sont les humain-es mêmes qui ont créé dans leur sillage des écosystèmes dits anthropiques.

180 LIMITER L'EMPLOI DES MÉTHODES LÉTALES SANS SOUFFRANCE AUX CAS EXCEPTIONNELS

Les méthodes létales utilisées devront être l'euthanasie après capture et n'avoir lieu que lors de cas exceptionnels où toute autre méthode de cohabitation sans fort dommage pour les humain-es aura échoué.

181 LES MARCHÉS ET AIDES PUBLIQUES DEVRONT ÊTRE CONDITIONNÉS À DES PRATIQUES NON LÉTALES OU SANS SOUFFRANCE

182 CRÉER UN SERVICE SPÉCIFIQUE CHARGÉ DE L'ÉTUDE ET LA COHABITATION PACIFIQUE AVEC LES ANIMAUX LIMINAUX

Ce service pourra être créé au sein du pôle Territoires et ville du CEREMA sous impulsion du ministère de la Condition animale.

Ce service effectuera des recommandations et des propositions de modifications de textes législatifs concernant les animaux liminaux. Il pourra créer un guide national de bonnes pratiques de cohabitation et de respect des animaux liminaux, à destination des communes mais aussi à l'attention des bureaux d'études et architectes qui les accompagnent dans leurs projets.

183 METTRE EN PLACE UNE OBLIGATION DE PROCÉDER À UNE ÉVALUATION DE LA TAILLE DES POPULATIONS D'UNE ESPÈCE SUR UNE COMMUNE AVANT TOUTE ACTION LÉTALE

Instaurer un système de recueil de données chiffrées concernant les animaux liminaux.

184 POUR PRÉVENIR LES CONFLITS DE COHABITATION, METTRE EN PLACE DES INSTANCES DE RÉFLEXION SUR LA PLACE DES ANIMAUX LIMINAUX,

de leurs habitats, de la cohabitation avec les humain-es.

Cette réflexion pourrait être conduite à plusieurs niveaux (communes, départements, régions, Etat).

Un comité éthique indépendant pourra également être créé pour travailler sur les spécificités des animaux liminaux.

185 EFFECTUER DES CAMPAGNES DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION SUR LA COHABITATION ENTRE LES POPULATIONS HUMAINES ET LES AUTRES ANIMAUX

186 INTÉGRER L'OBJECTIF D'UNE COHABITATION HARMONIEUSE ET PACIFIQUE AVEC LES ANIMAUX LIMINAUX DANS LES AMÉNAGEMENTS, LES PARCS, LES JARDINS ET AUTRES ESPACES

Cela se traduira par des recommandations sur le bâti dans les Plans locaux d'urbanisme.

187 SOUTENIR LA GESTION DOUCE ET ÉCOLOGIQUE DE LA POPULATION DES ANIMAUX JUGÉS «DÉRANGEANTS»

Préférer les actions préventives plutôt que curatives : dans les espaces urbains, maintenir un haut niveau de propreté afin d'éviter que les « indésirables » ne viennent s'alimenter des déchets, mettre en place des poubelles publiques rigides fermées et des conteneurs semi-enterrés, sensibiliser les habitant-es pour qu'ils et elles arrêtent le nourrissage individuel, etc.

Si une régulation des populations s'avère réellement nécessaire, opter pour des méthodes alternatives, comme la stérilisation, la mise en place de pigeonniers contraceptifs en accord avec les habitant-es, les répulsifs ou une meilleure gestion écologique (favoriser les prédateurs) aux solutions létales toujours cruelles.

Dans les espaces ruraux, si les animaux dits « indésirables » sont à l'origine de dégâts sur les élevages et cultures, il faut s'assurer qu'une protection suffisante existe avant d'envisager tout recours à la capture.

61% des Parisiennes et Parisiens sont favorables à ce que la Mairie utilise une alternative non létale concernant les rats (rapport IFOP pour PAZ, janvier 2020).

188 DÉVELOPPER ET SOUTENIR LA RECHERCHE SUR LES MÉTHODES NON INVASIVES DE CONTRÔLE DES POPULATIONS ANIMALES ET NOTAMMENT LA CONTRACEPTION, TRAVAILLER AVEC LES ASSOCIATIONS SPÉCIALISÉES

189 METTRE FIN À LA CHASSE AU LAPIN DE GARENNE

Le lapin de garenne étant une espèce en fort déclin en France, il est inconcevable de continuer à le chasser. S'il cause d'importants dégâts sur certains terrains, entrant en forte concurrence avec les besoins humains, il pourra être procédé à une capture et la relâche des lapins sur d'autres secteurs.

190 MIEUX INFORMER SUR LES BESOINS DES ANIMAUX QUI SONT FRÉQUEMMENT NOURRIS PAR LES HUMAIN-ES : PIGEONS, CANARDS ET PASSEREAUX

Le nourrissage des pigeons, canards et autres oiseaux est trop fréquemment effectué avec des aliments qui ne correspondent pas à leurs besoins physiologiques, ce qui peut entraîner des maladies. La pénalisation des personnes les nourrissant prévue dans les règlements sanitaires départementaux n'est néanmoins pas la solution la plus efficace et nous recommandons la médiation et la sensibilisation.

Concernant les passereaux nourris en hiver, des campagnes d'information sur les bonnes périodes de nourrissage et les bons aliments permettront d'améliorer les pratiques.

191 METTRE EN PLACE DES ÉTUDES DE RECENSEMENT DES PIGEONS ET VISER LA COHABITATION

Uniquement si cela s'avère nécessaire, mettre en place des méthodes douces de régulation : pigeonniers contraceptifs, graines contraceptives.

La présence de nuisances ressenties par les habitant-es (déjections) soulève comme pour les autres animaux liminaux la problématique de la cohabitation et de la concentration des humain-es et des non-humain-es.

Bien qu'aucune étude ne soit réalisée (pas de recensement, pas de preuve de danger sanitaire), qu'aucune dangerosité des pigeons n'existe, de nombreuses communes capturent les pigeons vivant en liberté en ville à des fins d'euthanasie. Ces actes de destruction systématique sont cruels. Les pigeons subissent une longue agonie et d'horribles souffrances, souvent précédées d'une captivité en cage dans les pires conditions (stress de la capture, panique de l'enfermement, mise à mort cruelle).

192 LIMITER LA PRÉSENCE DES RATS PAR UN INVESTISSEMENT DANS LES MÉTHODES DOUCES

Certain-es habitant-es humain-es des villes s'inquiètent d'une potentielle surpopulation de rats. Les procédés actuels de dératisation, outre le fait qu'ils sont particulièrement toxiques et dangereux pour l'environnement et l'ensemble des animaux de la chaîne alimentaire, sont générateurs de grande souffrance pour les rats. Ils ne donnent aucun résultat de long terme, puisque les rats se reproduisent et re-colonisent les endroits accessibles.

La priorité est d'instaurer des campagnes de propreté dans les villes : les déversements non maîtrisés de déchets par les habitant-es sont la principale cause d'attraction pour les rats. Il faut également reconnaître l'utilité des rats : ils réalisent un important travail d'élimination de nos déchets. Fort-es de ce constat, un seul choix s'impose à nous : sans les inviter chez nous, nous devons partager l'espace public avec les rats urbains, il n'est pas possible ni même souhaitable de les faire disparaître.

193 CRÉER DES CENTRES DE SOINS POUR LES ANIMAUX LIMINAUX ET SOUTENIR CEUX EXISTANTS AINSI QUE LEUR DÉVELOPPEMENT



10.

RÉFORMER LA CHASSE

Nous devons faire évoluer notre rapport à la faune sauvage pour mettre un terme aux usages fondés sur la violence. Cela passe par :

- *un encadrement strict de la chasse et l'abolition des pratiques les plus cruelles et des chasses dites traditionnelles (déterrage, piégeage, chasse à courre) ;*
- *le développement d'espaces apaisés permettant de tester de nouveaux rapports avec la faune sauvage.*

Nous ferons également respecter les directives européennes sur la biodiversité, et nous ferons cesser tout acte de chasse sur les animaux protégés. Nous instaurerons un week-end et des vacances scolaires sans chasse.

Mieux encadrer la chasse et permettre un meilleur accès à la nature à toutes et tous

194 INSTAURER LE WEEKEND, DES JOURS FÉRIÉS ET DES VACANCES SCOLAIRES SANS CHASSE

La chasse est un loisir qui tue de très nombreux animaux et menace également les humain-es. 69% des Français-es se déclarent favorables à l'interdiction de la chasse le week-end et pendant les vacances scolaires (IFOP, Le JDD, novembre 2021).

Plus de 8 Français-es sur 10 (82%) souhaitent à minima que le dimanche devienne un jour non chassé. Un souhait en augmentation de 28 points en dix ans (54%) (sondage IFOP, Fondation 30 millions d'amis, 2021).

195 CRÉER DES RÉSERVES NATURELLES OÙ LA CHASSE ET LA PÊCHE SONT INTERDITES

et étendre les interdictions de chasse et de pêche à de nouvelles zones de tranquillité. Il faut viser au moins une zone par département. Actuellement, la chasse est autorisée dans de nombreuses réserves naturelles.

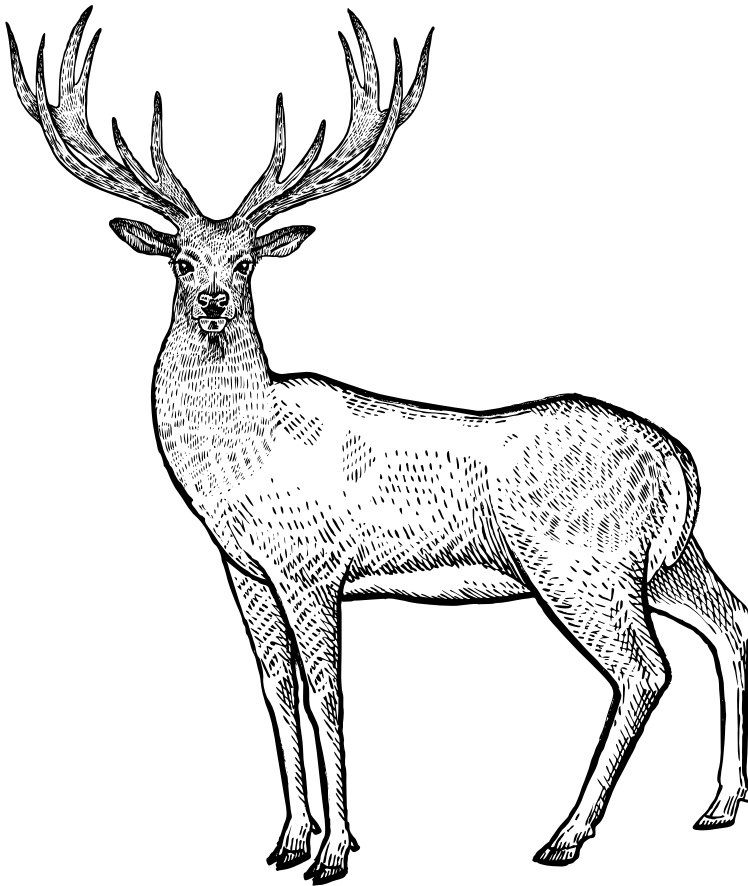
196 RENFORCER LES DROITS DES PROPRIÉTAIRES ET DES LOCATAIRES POUR INTERDIRE LA CHASSE SUR LEUR TERRAIN :

aller vers une interdiction par défaut et un régime d'autorisation de zones spécifiques à la chasse

197 INTERDIRE LA CHASSE AUX ABORDS DES GR

(chemins de grande randonnée) avec une distance de sécurité de 200m sans présence des chasseurs

Instaurer un périmètre de sécurité de 200 mètres autour des habitations et des enclos abritant des animaux



Pour plus de sûreté, renforcer la réglementation sur les armes de chasse et les conditions de la pratique

198 LIMITER LE PORT D'ARMES AVEC UN PERMIS RENOUVELABLE, D'UNE DURÉE DE 3 À 5 ANS SELON LA NATURE DE L'ARME DE CHASSE

L'objectif est de mieux encadrer la détention de ces armes (catégories C et D) dont l'utilisation pour la chasse aujourd'hui est - en principe - conditionnée à la validité du permis de chasse, renouvelable chaque année.

En France, plus de 2 millions d'armes sont détenues par des chasseurs.

199 AUGMENTER LA FRÉQUENCE DE RENOUVELLEMENT DU PERMIS DE CHASSE ET LE RÉFORMER

Pour le renouvellement, la personne intéressée devra passer une visite médicale, apporter la preuve de ses capacités psycho-physiques et fournir un extrait de casier judiciaire.

Comme au Portugal, le permis de chasse pourra avoir une durée de validité variable en fonction de l'âge : par exemple, 10 ans pour les moins de cinquante ans au moment de l'obtention du permis, puis tous les 5 ans ensuite.

Comme en Italie, la première année de détention du permis pourrait être une année d'obligation de chasser avec accompagnement d'un chasseur plus expérimenté (au moins 3 ans).

Ces éléments devront être étudiés avec les représentants des chasseurs afin d'aboutir à de meilleures conditions de sécurité pour les chasseurs et les autres personnes.

200 OBLIGER L'OBTENTION D'UN CERTIFICAT MÉDICAL ANNUEL OU TRISANNUEL DE CAPACITÉ À LA CHASSE DÉLIVRÉ PAR UN OU UNE MÉDECIN AGRÉÉ-E, ALIGNÉ SUR LES PRATIQUES SPORTIVES

Les disciplines sportives utilisant des armes à feu ou air comprimé (tir, ball-trap biathlon) sont soumises à un certificat annuel, il semble logique d'appliquer la même règle à la chasse.

201 INSTAURER DES TESTS D'ALCOOLÉMIE ALÉATOIRES AUPRÈS DES CHASSEURS IN SITU,

sous l'égide de la gendarmerie nationale et créer une infraction pour un acte de chasse en état d'ivresse.

Le taux d'alcoolémie autorisé sera fixé à 0. Les contrôles inopinés auront lieu sur des terrains privés et publics.

Mettre fin aux pires pratiques liées à la chasse

202 ABOLIR LA CHASSE À COURRE, LE PIÉGEAGE, LE DÉTERRAGE ET TOUTES LES CHASSES DITES «TRADITIONNELLES»

203 INTERDIRE LES ENCLOS DE CHASSE ET L'ÉLEVAGE POUR LA CHASSE

Un plan de transition permettra aux gestionnaires de ces établissements de se reconverter.

204 INTERDIRE LES PIÈGES TUANTS, PUISQU'ILS SONT NON SÉLECTIFS

Ils peuvent attirer des espèces non concernées, ainsi que d'autres animaux (comme un chien ou un chat) ou encore blesser un enfant. Par ailleurs, la plupart des animaux ne meurent pas immédiatement et souffrent parfois longtemps. Une précision : il ne s'agit pas là de chasse au sens réglementaire du permis de chasse mais de piégeage pratiqué par des piégeurs agréés, qui sont pour beaucoup des chasseurs.

205 INTERDIRE LA CHASSE DES MAMMIFÈRES ET DES OISEAUX PENDANT LEURS PÉRIODES DE REPRODUCTION OU DE DÉPENDANCE DES PETITS

Le cas des grands ongulés dont la période de rut a lieu en automne pourra faire l'objet d'un encadrement dérogatoire particulier, après avis d'un comité scientifique.

206 FAIRE RESPECTER LES DIRECTIVES EUROPÉENNES SUR LA BIODIVERSITÉ ET FAIRE CESSER TOUT ACTE DE CHASSE SUR LES ANIMAUX PROTÉGÉS

Protéger toute espèce d'oiseau migratrice faisant l'objet d'un statut de protection dans son pays d'origine (pays où l'espèce niche) en interdisant la chasse en France lors de son survol migratoire ou de son hivernage. Garantir le plein-respect de la Directive oiseaux.

207 INTERDIRE LA CHASSE DES ESPÈCES DONT LES EFFECTIFS SONT EN DÉCLIN

(et qui actuellement ne sont pas toujours protégées)

208 PRENDRE EN COMPTE LES PÉRIODES DE GRANDE SÉCHERESSE OU DE GRAND FROID POUR INTERDIRE LA CHASSE LORSQUE LES ANIMAUX SONT PARTICULIÈREMENT ÉPUISÉS

afin de ne pas leur ajouter ce stress supplémentaire dans les pires périodes.

209 INTERDIRE TOTALEMENT L'UTILISATION DE MUNITIONS AU PLOMB

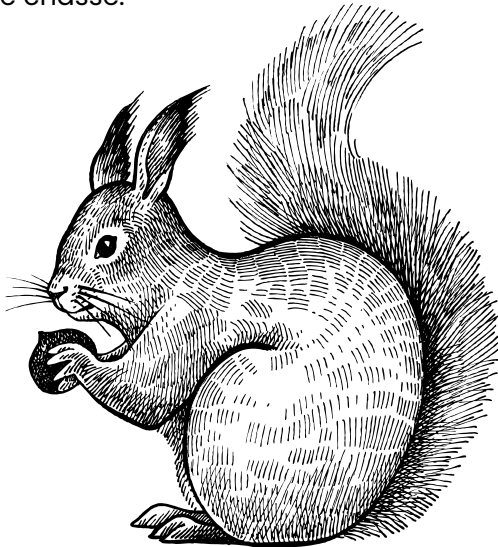
Outre l'empoisonnement de l'environnement et des animaux (saturnisme), le plomb est dangereux pour les humain-es. Ainsi le gibier est très fortement déconseillé avec une recommandation de l'ANSES de l'ordre de 3 fois par an pour le grand gibier et interdit aux femmes enceintes.

210 RENFORCER LA LUTTE CONTRE LE BRACONNAGE EN RENFORÇANT LES EFFECTIFS DES INSPECTEURS DE L'ENVIRONNEMENT

Il sera également envisagé de créer une unité de gendarmerie dédiée à l'environnement et au contrôle des activités de chasse.

211 ASSURER LE BIEN-ÊTRE DES CHIENS DE/ UTILISÉS POUR LA CHASSE :

appliquer réellement la protection dont ils bénéficient au même titre que les chiens de compagnie dans le cas de mauvais traitements, renforcer les contrôles et la réglementation pour les chenils accueillant des chiens de chasse.



Repenser le concept de régulation des espèces pour une meilleure protection des animaux

212 TRAVAILLER AVEC TOUS LES ACTEURS ET TOUTES LES ACTRICES DES RÉGIONS POUR UNE RÉGULATION DYNAMIQUE DE LA CHASSE EN FONCTION DE L'ÉVOLUTION DES PARAMÈTRES ENVIRONNEMENTAUX :

dérèglement climatique, espèces en déclin, variations des populations, périodes non chassables

213 METTRE FIN AU CLASSEMENT DES ESPÈCES «SUSCEPTIBLES D'OCCASIONNER DES DÉGÂTS» SUR TOUT LE TERRITOIRE

Cf. proposition déjà évoquée dans la partie cohabitation avec la faune sauvage.

214 METTRE EN PLACE UNE GESTION PLUS ÉTHIQUE DES POPULATIONS D'ONGULÉS JUGÉS «DÉRANGEANTS»

Pour cela, il faudra développer la recherche sur les méthodes non invasives de contrôle des populations animales et introduire et développer les méthodes alternatives à l'abattage ou au "prélèvement" telles que la reconstitution des chaînes des prédateurs dans le rééquilibrage des populations.

Avec l'appui des scientifiques spécialistes des écosystèmes concernés, il sera envisagé de pouvoir transférer sur un autre secteur en déficit une population d'animaux en prolifération et créant un déséquilibre.

Il serait également envisageable de créer une zone de non-chasse sur un ou plusieurs départements pour y tester le développement de la faune sauvage sur ce territoire, notamment l'auto-régulation des espèces.

Cette expérience pourra être établie sur la durée du mandat avec un bilan intermédiaire à mi-parcours, des zones de non-chasse seront testées sur un département volontaire et dans un parc naturel régional.

215 DÉVELOPPER TOUTES LES SOLUTIONS ALTERNATIVES POUR LA PROTECTION DES CULTURES ET L'OCTROI DE DÉDOMMAGEMENTS EN CAS DE PERTES SIGNIFICATIVES

Les campagnes de «régulation» des populations jugées excessives ne pourront être autorisées qu'avec des preuves suffisantes des éventuelles destructions occasionnées aux cultures ou du danger représenté pour les personnes ou d'autres espèces.

216 RÉFLÉCHIR À LA TRANSITION DE LA CHASSE DITE DE «RÉGULATION» DES GRANDS ONGULÉS DES CHASSEURS-LOISIR VERS DES UNITÉS DÉDIÉES D'AGENTS DU SERVICE PUBLIC, COMME CELA SE FAIT DANS LE CANTON DE GENÈVE EN SUISSE

Cela permet d'éviter le conflit d'intérêt actuel où les chasseurs sont chargés de réguler des populations dont l'existence en nombre suffisant conditionne la poursuite de leur «loisir». Le système d'indemnisation des agriculteurs et agricultrices serait transféré des fédérations de chasse vers les pouvoirs publics.

217 METTRE EN PLACE UNE GESTION PLUS ÉTHIQUE DES «ESPÈCES EXOTIQUES ET ENVAHISSANTES» (EEE)

Comme pour les autres animaux locaux, les EEE doivent faire l'objet d'une attention pour leur éviter toute souffrance, même lorsque les comités scientifiques estiment qu'il est nécessaire de tuer pour éviter des dégâts trop élevés sur d'autres espèces. La priorité concerne les Outre-mer mais l'Hexagone, avec notamment le vison d'Amérique, est aussi concerné. Lorsque cela est jugé nécessaire, la capture et mise à mort au moyen de méthodes douces doit être systématisée avec une certification des organismes qui peuvent remplir cette mission.

- Arrêter les tirs sur l'ibis sacré dont l'impact négatif sur les autres espèces n'est pas prouvé.
- Conduire des études d'impact des bernaches du Canada, ouettes d'Égypte et érismaures rousses sur leurs écosystèmes avant de confirmer ou d'infirmer la nécessité de leur mise à mort sur les territoires concernés.
- Concernant les ragondins et rats musqués, faire réaliser des études scientifiques sur l'impact local de ces espèces, très variable selon les endroits, et le cas échéant préférer la renaturation des cours d'eau et le reprofilage des berges en pentes douces, ainsi que les aménagements pour favoriser l'accès des renards roux qui prédatent les jeunes. Si ces aménagements sont impossibles ou ne se montrent pas suffisamment efficaces pour éviter de trop forts dommages, un comité pourra décider du piégeage avec euthanasie rapide sans souffrance.

218 CONDITIONNER LES SUBVENTIONS AUX GROUPES DE GESTION DES ANIMAUX DITS «NUISIBLES» AUX MÉTHODES UTILISÉES ET AUX ESPÈCES CIBLÉES



Garantir une meilleure transparence de la pratique

219 REMPLACER LES CONSEILS NATIONAUX ET DÉPARTEMENTAUX DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE ACTUELS PAR DES CONSEILS SCIENTIFIQUES ET ASSOCIATIFS SANS LIEN AVEC LE LOBBY DE LA CHASSE

Leur constitution actuelle ne permet pas de prise de décision indépendante des intérêts des chasseurs, pour déterminer les quotas de chasse départementaux.

220 ASSURER LA PRÉSENCE DE NON-CHASSEURS (ASSOCIATIONS DE PROTECTION ANIMALE ET BIODIVERSITÉ, SCIENTIFIQUES) DANS LA COMPOSITION DE TOUS LES ORGANES ADMINISTRATIFS GESTIONNAIRES DE LA FAUNE SAUVAGE

221 METTRE FIN AU SOUTIEN PUBLIC DES ASSOCIATIONS OU FÉDÉRATIONS DE CHASSE VIA DES SUBVENTIONS OU AIDES INDIRECTES

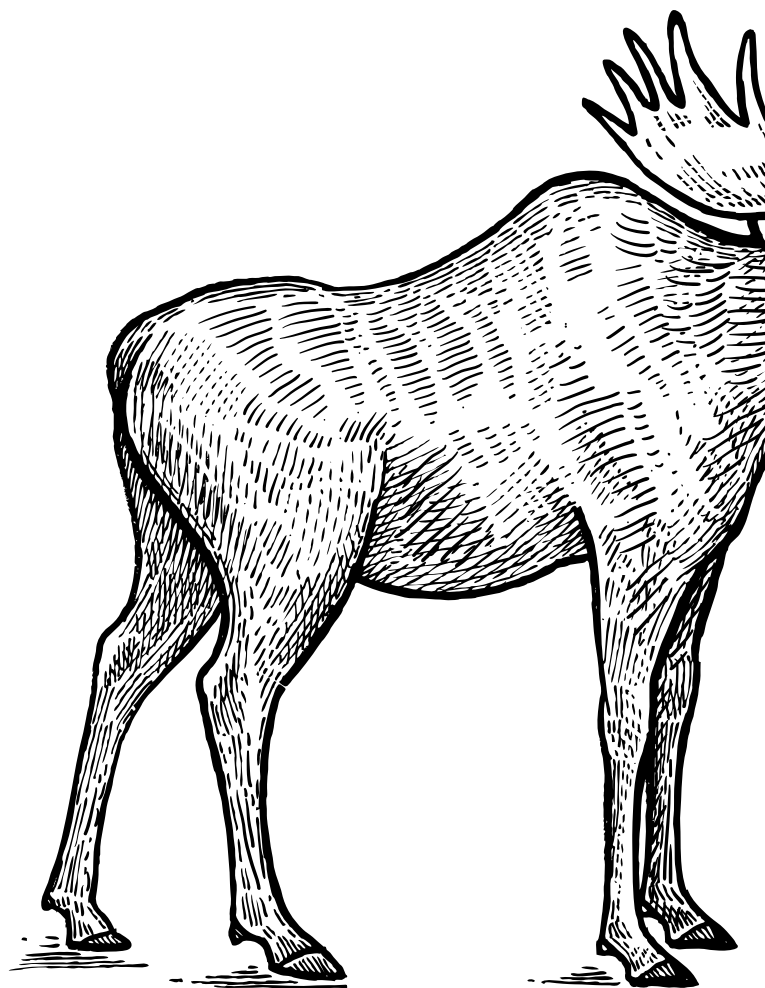
222 CONTRÔLER ET OBLIGER D'AVANTAGE LES CHASSEURS À TRANSMETTRE LEURS TABLEAUX DE CHASSE

afin d'assurer un suivi des espèces chassées et des impacts sur la nature de ces chasses

223 NE PLUS PERMETTRE LA VENUE DE CHASSEURS DANS LES ÉCOLES,

et soutenir davantage la venue des associations de protection des animaux sauvages et de la biodiversité.

Depuis la signature en 2010 d'une convention de partenariat entre la Fédération nationale des chasseurs et le ministère de l'Éducation nationale, les chasseurs sont invités à expliquer aux enfants les enjeux écologiques et les notions de biodiversité déployant le vocabulaire commun de « nuisibles », « régulation », « gibier ».







ANIMAL.EELV.FR

